



Une compagnie de Quebecor Media

**RÉSULTATS FINANCIERS ANNUELS TERMINÉS
LE 31 DÉCEMBRE 2011**



Une compagnie de Quebecor Media

GROUPE TVA INC.

TABLE DES MATIÈRES

1. MESSAGE AUX ACTIONNAIRES.....	3
2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	5
3. RAPPORT DE GESTION ANNUEL.....	77

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Montréal, le 29 février 2012

Groupe TVA inc. (la « Société ») a enregistré un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 11,5 millions de dollars soit 0,48 \$ par action au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011 alors qu'au trimestre correspondant de l'année 2010 son bénéfice net attribuable aux actionnaires avait été de 19,3 millions de dollars ou 0,81 \$ par action.

La Société a adopté les Normes internationales d'informations financières (« IFRS ») le 1^{er} janvier 2011. Ainsi, les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminés le 31 décembre 2011 ont été préparés conformément aux IFRS et les données comparatives de 2010 ont été redressées. Pour de plus amples renseignements, veuillez-vous référer à la note 30 « Transition aux IFRS » des états financiers consolidés pour les exercices se terminant les 31 décembre 2011 et 2010 disponibles sur le site internet de la Société à <http://groupetva.ca> et à www.sedar.com

Faits saillants liés à l'exploitation du quatrième trimestre :

- Bénéfice d'exploitation¹ du secteur de la télévision de 18 097 000 \$, soit une baisse de 8 729 000 \$ ou 32,5 %, expliquée principalement par les éléments suivants :
 - ⇒ La perte d'exploitation du nouveau service spécialisé « TVA Sports » qui a été lancée le 12 septembre 2011 et qui était en période de gratuité de redevances pour la majeure partie du quatrième trimestre 2011;
 - ⇒ La baisse du bénéfice d'exploitation de Réseau TVA de 7,0 % attribuable à la baisse de 2,5 % de ses produits d'exploitation dont 1,7 % de ses revenus publicitaires; et
 - ⇒ La perte d'exploitation du nouveau service spécialisé SUN News qui a été lancé en avril dernier.
- Hausse de 11,1 % du bénéfice d'exploitation du secteur de l'édition comparativement au trimestre correspondant de l'année dernière passant de 2 305 000 \$ en 2010 à 2 560 000 \$ en 2011.

Les résultats financiers du quatrième trimestre de 2011 pour le secteur de la télévision ont été affectés de nouveau par les pertes d'exploitation des trois services spécialisés lancés en 2011 soit TVA Sports, SUN News et dans une moindre mesure Mlle. Par contre, nous sommes heureux d'avoir finalisé la majorité de nos ententes avec les principaux distributeurs du pays pour ces trois services, ce qui nous permettra d'obtenir des redevances d'abonnements dès le premier trimestre de 2012. De plus, la croissance de nos revenus d'abonnements et publicitaires de nos services spécialisés existants durant le dernier trimestre confirme notre stratégie d'investissement et de diversification dans ce secteur.

La croissance importante des activités de la division TVA Studio au cours du quatrième trimestre de 2011 a contribué largement à la croissance du bénéfice d'exploitation du secteur de l'édition. Cette division qui se spécialise dans les activités d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia constitue définitivement un axe de croissance pour ce secteur d'activité.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés au cours du trimestre ont été de 2,8 millions de dollars comparativement à 10,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2010. Cette baisse de 7,7 millions de dollars s'explique essentiellement par la diminution du bénéfice d'exploitation de la Société.

¹ Voir la définition du bénéfice d'exploitation ci-après.

Résultats pour l'exercice 2011

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011, le bénéfice d'exploitation consolidé de la Société s'est élevé à 50,5 millions de dollars comparativement à 74,9 millions de dollars pour l'exercice précédent soit un recul de 32,5 %. Ce recul du bénéfice d'exploitation provient essentiellement du secteur de la télévision et est principalement attribuable aux résultats d'exploitation des trois nouveaux services spécialisés lancés au cours de l'exercice 2011. Les produits d'exploitation consolidés se sont élevés à 445,5 millions de dollars comparativement à 448,2 millions de dollars pour l'exercice correspondant de 2010 soit une baisse de 0,6 %. Pour l'exercice 2011, le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société a été de 25,6 millions de dollars soit 1,08 \$ par action comparativement à 37,2 millions de dollars ou 1,57 \$ par action pour l'exercice 2010.

La Société

Groupe TVA inc., filiale de Quebecor Média inc., est une entreprise de communication intégrée active dans la création, la production, la diffusion et la distribution de produits audiovisuels ainsi que dans l'édition de magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques et d'édition de magazines de langue française en Amérique du Nord et une des plus grandes entreprises privées de production. La Société exploite également SUN News, un service national d'émissions spécialisées d'information et d'opinion de langue anglaise diffusé dans l'ensemble du Canada. Ses actions de classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Les états financiers consolidés vérifiés, accompagnés des notes afférentes, ainsi que le rapport de gestion annuel, peuvent être consultés sur le site internet de la Société à l'adresse suivante : <http://groupletva.ca>.

Définition

Bénéfice ou perte d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre, les impôts sur le bénéfice, la part du bénéfice dans l'entreprise associée et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement.

La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.



Pierre Dion

Président et chef de la direction

États financiers consolidés de

GROUPE TVA INC.

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de
Groupe TVA inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **Groupe TVA inc.** et ses filiales, qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010, et les états consolidés des résultats, du résultat global, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

¹ CA auditeur permis n° 19483

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe TVA inc. et ses filiales aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010 conformément aux Normes internationales d'information financière.

Ernst & Young S.N.L./S.E.N.C.R.L.¹

Montréal, Canada
Le 29 février 2012

Comptables agréés

¹ CA auditeur permis n° 19483

GROUPE TVA INC.

États consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Note	2011	2010
Revenus	2, 4, 22 et 24	445 495 \$	448 192 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	3, 4, 11, 22, 24 et 25	394 971	373 315
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	13 et 14	17 437	15 061
Charges financières	5	5 947	5 621
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	6 et 17	1 665	9 138
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans l'entreprise associée		25 475	45 057
Impôts sur le bénéfice	7	9 613	9 584
Part du bénéfice dans l'entreprise associée après impôts	12	(574)	(1 116)
Bénéfice net		16 436 \$	36 589 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux (à la) :			
Actionnaires		25 603 \$	37 242 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	24	(9 167)	(653)
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	20	1,08 \$	1,57 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

États consolidés du résultat global

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010
(en milliers de dollars)

	Note	2011	2010
Bénéfice net		16 436 \$	36 589 \$
Autres éléments du résultat global :			
Régimes à prestations définies :			
Écart actuariel, variation nette de la limite des actifs ou de l'obligation minimale de financement		(23 148)	(7 098)
Impôts différés	7	6 131	1 909
		(17 017)	(5 189)
Résultat global		(581)\$	31 400 \$
Résultat global attribuable aux (à la) :			
Actionnaires		8 586 \$	32 053 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	24	(9 167)	(653)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

États consolidés des capitaux propres

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010
(en milliers de dollars)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires			Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions (note 20)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis		
Solde au 31 décembre 2009, tel que présenté selon les PCGR du Canada	98 647 \$	4 145 \$	134 303 \$	– \$	237 095 \$
Ajustements IFRS (note 30)	–	(4 145)	11 182	–	7 037
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	98 647	–	145 485	–	244 132
Bénéfice net (perte nette)	–	–	37 242	(653)	36 589
Acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle (note 24)	–	–	(2 000)	–	(2 000)
Autres éléments du résultat global	–	–	(5 189)	–	(5 189)
Dividendes	–	–	(4 754)	–	(4 754)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 24)	–	–	–	5 164	5 164
Solde au 31 décembre 2010	98 647	–	170 784	4 511	273 942
Bénéfice net (perte nette)	–	–	25 603	(9 167)	16 436
Autres éléments du résultat global	–	–	(17 017)	–	(17 017)
Dividendes	–	–	(2 377)	–	(2 377)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 24)	–	–	–	10 045	10 045
Solde au 31 décembre 2011	98 647 \$	– \$	176 993 \$	5 389 \$	281 029 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés

31 décembre 2011 et 2010 et 1^{er} janvier 2010
(en milliers de dollars)

	Note	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Actif				
Actif à court terme				
Espèces		1 756 \$	5 605 \$	1 924 \$
Débiteurs	10	121 658	133 161	121 593
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	11 et 24	61 954	60 122	54 774
Charges payées d'avance et autre actif à court terme	24	2 690	2 240	4 754
Actif destiné à la vente	28	8 370	–	–
		196 428	201 128	183 045
Actif à long terme				
Droits de diffusion et de distribution	11	35 488	34 058	38 950
Placements	12	12 865	12 527	11 637
Immobilisations	6, 13 et 22	102 007	86 208	79 123
Licences et autres actifs incorporels	14	114 539	112 475	110 050
Écart d'acquisition	15	71 981	71 981	71 981
Impôts différés	7	545	694	2 654
		337 425	317 943	314 395
Total de l'actif		533 853 \$	519 071 \$	497 440 \$
Passif et capitaux propres				
Passif à court terme				
Découvert bancaire		3 980 \$	3 557 \$	974 \$
Créditeurs et charges à payer	16	82 589	81 402	88 369
Droits de diffusion et de distribution à payer	24	15 778	25 879	28 611
Provisions	6 et 17	1 533	2 001	1 694
Revenus reportés	22	6 535	7 122	7 401
Tranche à court terme de la dette à long terme	18	17 756	–	–
Passif destiné à la vente	28	1 538	–	–
		129 709	119 961	127 049
Passif à long terme				
Dette à long terme	18	74 635	90 338	88 580
Autres éléments de passif	19 et 22	39 696	25 069	25 666
Impôts différés	7	8 784	9 761	12 013
		123 115	125 168	126 259
Capitaux propres				
Capital-actions	20	98 647	98 647	98 647
Bénéfices non répartis		176 993	170 784	145 485
Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
Participation ne donnant pas le contrôle	24	275 640	269 431	244 132
		5 389	4 511	–
		281 029	273 942	244 132
Engagements, garanties et éventualités	17 et 25			
Évènement postérieur à la date de clôture	31			
Total du passif et des capitaux propres		533 853 \$	519 071 \$	497 440 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Le 29 février 2012, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010 qui ont été présentés préalablement au comité d'audit le 23 février 2012.

Au nom du conseil,

(signé)
Serge Guoin, président du conseil d'administration

(signé)
Marc A. Courtois, président du comité d'audit

GROUPE TVA INC.

États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010
(en milliers de dollars)

	Note	2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net		16 436 \$	36 589 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités :			
Amortissement	5, 13 et 14	17 796	15 419
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	6	699	7 696
Part du bénéfice dans l'entreprise associée		(574)	(1 116)
Impôts différés	7	5 217	1 595
Fonds générés par l'exploitation courante		39 574	60 183
Variation nette des éléments hors liquidités	9 a)	(14 716)	(37 636)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation		24 858	22 547
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	13	(30 016)	(18 352)
Acquisitions d'actifs incorporels	14	(5 830)	(5 893)
Disposition d'une immobilisation	6	–	760
Variation nette des placements	12	236	226
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(35 610)	(23 259)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation nette du découvert bancaire		423	2 583
Variation nette de l'emprunt à terme rotatif	18	1 694	1 361
Frais de financement	18	–	39
Participation ne donnant pas le contrôle	24	10 045	5 164
Dividendes versés		(2 377)	(4 754)
Flux de trésorerie générés par les activités de financement		9 785	4 393
Variation nette des espèces		(967)	3 681
Espèces au début de l'exercice		5 605	1 924
Espèces à la fin de l'exercice		4 638 \$	5 605 \$
Les espèces se composent comme suit :			
Espèces		1 756 \$	5 605 \$
Espèces provenant des opérations destinées à la vente	28	2 882	–
		4 638 \$	5 605 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») a été constituée sous l'autorité de la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies (Québec)* par certificat et statuts de continuation datés du 17 décembre 1981. Depuis son entrée en vigueur, le 14 février 2011, la Société est régie par la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)*. Groupe TVA est une société de communication intégrée qui oeuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition (note 27). La Société est une filiale de Quebecor Média inc. (« Quebecor Média » ou la « société mère ») et la société mère ultime est Quebecor inc. (« Quebecor »). Le siège social de la Société est situé au 1600 boul. de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), Canada. Les participations de la Société dans ses principales filiales sont les suivantes :

Filiales	% de détention
Société en nom collectif SUN News	51,0 %
TVA Publications inc.	100,0 %
TVA Productions inc.	100,0 %
TVA Productions II inc.	100,0 %
TVA Ventes et Marketing inc.	100,0 %
TVA Boutiques inc.	100,0 %

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés reflètent la première adoption des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») qui ont remplacé les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada depuis le 1^{er} janvier 2011. Toutes les divulgations d'informations et d'explications relatives à la première adoption des IFRS sont présentées à la note 30. Cette note fournit l'information jugée importante pour la compréhension des premiers états financiers IFRS de la Société. En outre, elle présente le rapprochement entre les données financières de 2010 établies selon les PCGR du Canada et les données financières de 2010 établies selon les IFRS, y compris le rapprochement des états consolidés des résultats, du résultat global et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, ainsi que le rapprochement des bilans consolidés et des capitaux propres aux 1^{er} janvier 2010 et 31 décembre 2010.

Les présents états financiers consolidés IFRS ont été préparés conformément aux conventions comptables suivantes :

a) Mode de présentation

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux IFRS, telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et, en particulier, conformément à l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. Ces états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers (note 1 k) et du passif lié à la rémunération à base d'actions (note 1 t) qui ont été mesurés à la juste valeur, et sont présentés en dollars canadiens, monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société et ses filiales exercent leurs activités (la « monnaie fonctionnelle »).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

b) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et ses filiales. Tous les soldes et transactions intercompagnies sont éliminés lors de la consolidation.

Une filiale est une entité contrôlée par la Société. La Société exerce le contrôle d'une entité lorsqu'elle a le pouvoir d'en diriger les politiques financières et opérationnelles dans le but d'en obtenir des avantages économiques.

La participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net et les résultats des filiales consolidées est identifiée séparément de la participation de la Société. La participation ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres d'une filiale se compose du montant de la participation sans contrôle calculé à la date originale du regroupement d'entreprises et sa part des variations des capitaux propres depuis cette date. Les changements dans la participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle par la Société sont comptabilisés comme des transactions portant sur les capitaux propres.

c) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur de la contrepartie donnée en échange du contrôle de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Cette contrepartie peut être composée d'espèces, d'actifs transférés, d'instruments financiers émis ou de paiements conditionnels futurs. Les actifs identifiables et passifs repris de l'entreprise acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les résultats d'exploitation d'une entreprise acquise sont inclus dans les états financiers consolidés de la Société à partir de la date d'acquisition de l'entreprise. Les dépenses engagées pour l'acquisition et l'intégration de l'entreprise acquise sont comptabilisées en charges.

La participation ne donnant pas le contrôle dans une entité acquise est initialement évaluée à la juste valeur et est présentée séparément des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la section « Capitaux propres » dans le bilan consolidé.

d) Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle selon le taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments d'actif et de passif sont convertis dans la monnaie fonctionnelle selon le taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les revenus et dépenses libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle selon le taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception de l'amortissement qui est converti selon le taux d'origine. Les gains et les pertes de change sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice sous la rubrique « Charges financières ».

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

e) Constatation des revenus

Revenus de publicité

Les revenus tirés de la vente de temps d'antenne publicitaire et de la vente d'espaces publicitaires sur les sites internet de la Société sont constatés lors de la diffusion de la publicité. Les revenus tirés de la vente d'espaces publicitaires dans les magazines sont constatés au moment où la publicité est publiée, soit à la parution du magazine.

Revenus d'abonnement

Les revenus de redevances provenant d'abonnement de clients à des services de télévision spécialisés sont constatés mensuellement lorsque le service est rendu.

Les montants reçus à titre d'abonnement à des magazines sont comptabilisés comme revenus reportés et les revenus sont constatés sur la durée de l'abonnement.

Revenus provenant de la vente de magazines en kiosque

Les revenus tirés de la vente de magazines en kiosque sont constatés au moment de la livraison en kiosque et sont calculés en utilisant un montant de revenus, déduction faite d'une provision pour retours futurs.

Revenus de distribution

Les revenus tirés de l'exploitation des droits de distribution de films et de produits audiovisuels sont constatés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- i) les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens, incluant le contrôle effectif, ont été transférés à l'acheteur. Il y a transfert des risques et avantages uniquement s'il y a un contrat ou un autre document légal exécutoire établissant au minimum a) la durée des droits cédés, b) le produit ou le groupe de produits assujetti et c) la contrepartie à recevoir en échange des droits;
- ii) le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- iii) la réception d'avantages économiques associés à la transaction est probable;
- iv) la période des droits a débuté, et lorsque l'exploitation, la présentation, la diffusion ou la vente peut commencer;
- v) les coûts engagés ou à engager pour la transaction peuvent être évalués de façon fiable;
- vi) le degré d'avancement peut être évalué de façon fiable lorsque les services ont été rendus.

Les revenus tirés de la sortie en salle de films sont constatés au cours des mois durant lesquels le film est présenté en salle selon un pourcentage des recettes des salles de cinéma, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées. Les revenus provenant de la vidéo sont constatés au cours de la période durant lequel le film est sorti en vidéo sur la base des livraisons de copies de vidéodisques numériques (« DVD/Blu-ray »), déduction faite d'une provision pour retours futurs ou sur la base d'un pourcentage des revenus du détaillant, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

e) Constatation des revenus (suite)

Vente de produits de téléachat

Les revenus tirés de la vente de produits du service de téléachat sont constatés au moment de la livraison des produits, déduction faite d'une provision pour retour futurs.

f) Dépréciation d'actifs

Aux fins de l'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie (« UGT »), lesquelles représentent les plus petits groupes d'actifs pour lesquels des entrées de trésorerie largement indépendantes sont générés. À chaque date de bilan, la Société revoit si des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme ayant une durée d'utilité déterminée pourrait être inférieure à leur valeur recouvrable. L'écart d'acquisition, les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée et les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation sont soumis à un test de dépréciation le 1^{er} avril de chaque exercice financier et lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT, à laquelle l'actif a été attribué, excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur de l'actif ou de l'UGT, diminuée des coûts de la vente, et de la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT. La juste valeur diminuée des coûts de la vente représente le montant, déduction faite des coûts de disposition, qu'une entité pourrait obtenir à la date d'évaluation pour la vente de l'actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. La valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT.

Une charge de dépréciation est comptabilisée au montant de l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT par rapport à sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un écart d'acquisition a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, l'écart d'acquisition affecté est déprécié en premier. Tout excédent de perte de valeur est comptabilisé et attribué aux actifs dans l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT.

Une charge de dépréciation comptabilisée au cours de périodes antérieures pour des actifs à long terme ayant des durées d'utilité déterminées et des actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée, sauf pour l'écart d'acquisition, peut être renversée dans l'état consolidé des résultats jusqu'à concurrence de l'excédent de la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT sur sa valeur comptable.

g) Contrats-échanges

Dans le cours normal de ses activités, la Société diffuse et publie de la publicité en échange de biens et services. Les revenus ainsi gagnés et les dépenses engagées sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des biens et services donnés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

h) Impôts sur le bénéfice

Les impôts exigibles sont comptabilisés sur la base des montants prévus d'être versés ou recouvrés en vertu des taux d'imposition et des réglementations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan.

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode axée sur le bilan. Selon cette méthode, les éléments d'actif et de passif d'impôts différés sont constatés selon leur incidence fiscale future estimative résultant des écarts entre la valeur comptable des éléments d'actif et de passif existants et de leur valeur fiscale respective. Les éléments d'actif et de passif d'impôts différés sont mesurés par application des taux d'imposition qui seront en vigueur ou pratiquement en vigueur durant l'exercice au cours duquel il est prévu que les écarts temporaires seront réalisés ou réglés. L'incidence de tout changement des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur sur les éléments d'actif et de passif d'impôts différés est incluse dans les résultats de la période au cours de laquelle les modifications de taux se produisent. Un actif d'impôts différés est comptabilisé initialement quand il est probable que le bénéfice imposable futur sera suffisant pour utiliser les avantages fiscaux afférents et peut être réduit ultérieurement, si nécessaire, à un montant qui est plus probable qu'improbable de se réaliser. Une charge ou un revenu d'impôts différés est comptabilisé dans le résultat global ou directement dans les capitaux propres dans la mesure où il se rattache à des éléments reconnus dans le résultat global ou directement dans les capitaux propres dans la même période ou une période différente.

Dans le cours normal des activités de la Société, un certain nombre de positions fiscales sont incertaines dû à la complexité des transactions et au fait que les interprétations fiscales et la législation afférente sont en changement continu. La Société reconnaît un avantage fiscal ou réduit un passif fiscal uniquement lorsqu'il est probable que cet avantage fiscal sera réalisé dans le futur ou que ce passif fiscal n'est plus probable.

i) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice. La Société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options en vue de calculer le résultat dilué par action.

j) Contrats de location

Les actifs sous contrats de location sont classés au début du contrat de location en tant que i) contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif, ou en tant que ii) contrats de location-exploitation pour tous les autres contrats de location. Tous les contrats de location actuels de la Société sont classés comme contrats de location-exploitation.

Les paiements en vertu des contrats de location-exploitation sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats sur une base linéaire pendant la durée du contrat de location. Tout incitatif locatif offert au preneur est reporté et constaté uniformément sur la durée du contrat de location.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

k) Instruments financiers

Classification, comptabilisation et évaluation

Les instruments financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers. L'évaluation des instruments financiers pour les périodes subséquentes dépend de leur classification. La Société a classé ses instruments financiers comme suit :

Détenus à des fins de transaction	Prêts et créances	Disponibles à la vente	Autres passifs financiers
<ul style="list-style-type: none">• Espèces• Découvert bancaire	<ul style="list-style-type: none">• Débiteurs• Comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées	<ul style="list-style-type: none">• Placements de portefeuille inclus sous la rubrique « Placements »	<ul style="list-style-type: none">• Créiteurs et charges à payer• Droits de diffusion et de distribution à payer• Provisions• Dette à long terme• Autres passifs financiers à long terme inclus sous la rubrique « Autres éléments de passif »

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux résultats. Les placements de portefeuille disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur ou au coût dans le cas de placements en actions qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif et que la juste valeur n'est pas suffisamment fiable. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées au résultat global, le cas échéant. Les actifs financiers classés comme prêts et créances, et les passifs financiers classés comme autres passifs sont évalués initialement à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement en utilisant la méthode d'amortissement du taux d'intérêt effectif.

l) Frais de financement

Les frais de financement liés à de la dette à long terme sont capitalisés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

m) Crédits d'impôt et aide gouvernementale

La Société peut se prévaloir de plusieurs programmes gouvernementaux élaborés pour soutenir la programmation et la production de produits télévisuels, la distribution de films, l'édition de magazines ainsi que pour des projets d'investissement. L'aide gouvernementale est enregistrée à titre de revenus ou de réduction des frais connexes, qu'ils soient capitalisés et amortis ou passés à la dépense, au cours de l'exercice où les dépenses sont engagées et lorsque la direction juge qu'elle a l'assurance raisonnable que les conditions de l'aide gouvernementale sont satisfaites.

L'aide relative au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (« FAPL ») est enregistrée à titre de revenus, alors que l'aide relative aux productions d'émissions est enregistrée en réduction des coûts de production, lesquels sont présentés dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration. Dans le secteur de l'édition, l'aide gouvernementale liée à la rédaction est comptabilisée à titre de revenus reportés et amortie durant l'exercice au cours duquel la Société satisfait les conditions pour obtenir l'aide gouvernementale. L'aide gouvernementale liée à la distribution de magazines est comptabilisée en diminution des charges y afférentes. Depuis le 1^{er} avril 2010, les deux programmes d'aide dont bénéficiait le secteur de l'édition ont été remplacés par une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide liée à ce nouveau programme est maintenant enregistrée à titre de revenus. L'aide gouvernementale est initialement présentée dans les revenus reportés et amortie sur la période de couverture du programme.

L'aide gouvernementale à l'égard de la distribution de films est assortie de conditions particulières quant à l'exploitation de la distribution et peut occasionner un remboursement de l'aide ou d'une partie de celle-ci, advenant un défaut de la Société de se conformer à des conditions particulières. La partie non remboursable de l'aide gouvernementale relative aux dépenses de mise en marché est portée en réduction de ces dépenses. Quant à la partie remboursable, elle est comptabilisée à titre d'avance et est remboursable en totalité ou en partie lorsque le film atteint certains seuils de rentabilité. Dans l'éventualité où le film n'atteint pas les niveaux de revenus prévus, la totalité ou une partie de ces avances ne serait pas remboursable par la Société et serait comptabilisée en réduction de ses charges d'exploitation, de vente et d'administration.

n) Comptes clients

Les comptes clients sont évalués à leur valeur nominale, déduction faite d'une provision pour créances douteuses et d'une provision pour retours sur ventes. La Société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients et des tendances historiques. Des comptes clients individuels sont radiés lorsque la direction estime qu'ils ne peuvent être recouvrés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

o) Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks

Émissions réalisées et productions en cours de réalisation

Les émissions réalisées et productions en cours de réalisation ayant trait aux activités de diffusion sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût comprend les charges directes de biens et de services ainsi que la part de la main-d'œuvre et des frais généraux liés à chaque production. Le coût de chaque émission est imputé aux charges d'exploitation, de vente et d'administration au moment de la diffusion.

Droits de diffusion et droits de diffusion à payer

Les droits de diffusion correspondent aux droits contractuels permettant un nombre de diffusions limitées ou illimitées de produits télévisuels ou de films. La Société constate un stock au titre des droits de diffusion acquis et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de diffusion lorsque la période de diffusion débute et que les conditions suivantes sont respectées :

- i) le coût de chaque émission, film ou série est connu ou peut être déterminé de façon raisonnable;
- ii) les émissions, films ou séries ont été acceptés par la Société conformément aux conditions du contrat d'acquisition de droits de diffusion;
- iii) les émissions, films ou séries sont disponibles pour leur première présentation ou diffusion.

Les montants payés pour des droits de diffusion, avant que toutes les conditions ci-dessus ne soient respectées, sont comptabilisés à titre de droits de diffusion payés d'avance et figurent sous les rubriques « Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks » et « Droits de diffusion et de distribution ».

Les droits de diffusion sont classés à court terme ou à long terme, selon l'estimation de la période de diffusion établie par la direction. Ces droits sont imputés aux charges d'exploitation, de vente et d'administration lors de la diffusion des produits télévisuels et des films sur la durée du contrat, en utilisant une méthode basée sur les revenus estimatifs futurs et en fonction du nombre estimé de présentations à l'écran.

Les droits de diffusion à payer sont répartis entre les éléments de passif à court terme ou à long terme, selon les modalités de paiement prévues aux contrats d'acquisition.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

o) Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks (suite)

Droits de distribution et droits de distribution à payer

Les droits de distribution ayant trait aux activités de distribution de films et de produits audiovisuels comprennent les coûts d'acquisition des droits des films et les coûts accessoires à ces droits. La Société constate un stock au titre des droits de distribution et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de distribution lorsque i) le coût du droit de distribution est connu ou peut être déterminé de façon raisonnable; ii) le produit audiovisuel ou le film a été accepté selon les termes prévus au contrat d'acquisition de droits de distribution; iii) le produit audiovisuel ou le film est disponible pour distribution.

Les montants payés pour les droits de distribution, avant que toutes les conditions ci-dessus ne soient respectées, sont comptabilisés à titre de droits de distribution payés d'avance et figurent sous les rubriques « Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks » et « Droits de diffusion et de distribution ».

Les droits de distribution sont reconnus dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration selon la méthode prévisionnelle par film qui prévoit que chaque droit soit imputé dans la proportion de ses revenus bruts réalisés par rapport au total de ses revenus bruts anticipés sur une période d'exploitation raisonnable.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût, déterminé selon la méthode de l'épuisement successif et à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux.

Valeur de réalisation nette

Les estimations des revenus, utilisées pour déterminer les valeurs de réalisation des inventaires liés à la diffusion ou à la distribution de produits audiovisuels et de films, sont revues périodiquement par la direction et sont révisées au besoin. La valeur comptable des émissions réalisées et des productions en cours de réalisation, des droits de diffusion et de distribution est réduite à la valeur de réalisation nette d'après cette évaluation, s'il y a lieu.

La valeur de réalisation nette des stocks de produits représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le montant de la dépréciation des émissions, des droits de diffusion et de distribution et des stocks peut être renversé lorsque les circonstances ayant entraîné cette charge de dépréciation dans le passé n'existent plus.

p) Placements à long terme

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Le placement dans l'entreprise associée est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la part des résultats d'exploitation dans l'entreprise associée est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats. Les autres placements sont comptabilisés au coût. La valeur comptable d'un placement est réduite à sa juste valeur estimative lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

q) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût représente les coûts d'acquisition, déduction faite des subventions gouvernementales et des crédits d'impôts s'y rapportant, ou les coûts de développement, y compris les frais de préparation, d'installation et d'essai. Les dépenses futures, telles que les charges d'entretien et de réparation sont comptabilisées dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration lorsqu'elles sont engagées.

L'amortissement est calculé selon la méthode d'amortissement linéaire selon les durées d'utilité estimatives suivantes :

Éléments d'actif	Durée d'utilité estimative
Bâtiments et leurs composantes	10 à 40 ans
Équipements	5 à 15 ans

Les améliorations locatives sont amorties sur le moindre de la durée du bail ou de la vie économique du bien loué.

Les méthodes d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont révisées à chaque fin d'exercice financier en ce qui a trait aux immobilisations importantes. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

r) Écart d'acquisition et actifs incorporels

Écart d'acquisition

Pour tous les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu après le 1^{er} janvier 2010, l'écart d'acquisition est évalué et comptabilisé comme étant l'excédent de la juste valeur de la contrepartie versée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris comptabilisés. Si la Société acquiert moins de 100 % des participations dans l'entreprise acquise à la date d'acquisition, l'écart d'acquisition attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle devra également être comptabilisé à la juste valeur.

L'écart d'acquisition de la Société provient de regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2010. Par conséquent, l'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part de la Société dans la juste valeur des actifs identifiables et des passifs repris de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Aucun écart d'acquisition n'était attribué à la participation ne donnant pas le contrôle pour ces acquisitions.

Aux fins du test de dépréciation (note 1 f), l'écart d'acquisition est attribué aux UGT à la date d'acquisition de l'entreprise. L'attribution est affectée à l'UGT ou au groupe d'UGT qui bénéficiera des synergies prévues du regroupement d'entreprises.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

r) Écart d'acquisition et actifs incorporels (suite)

Actifs incorporels

Les licences de télédiffusion et d'exploitation d'un magazine et la marque de commerce ont une durée d'utilité indéterminée. En particulier, étant donné le faible coût de renouvellement des licences de télédiffusion, la direction estime qu'il est économiquement avantageux de renouveler les licences et de respecter toutes les règles et conditions attachées à ces licences.

Les autres actifs incorporels ayant une durée d'utilité déterminée sont constitués de logiciels, de sites internet, d'applications mobiles et d'une liste de clients. Ils sont amortis selon la méthode linéaire selon les durées d'utilité estimatives suivantes :

Éléments d'actif	Durée d'utilité estimative
Logiciels, sites internet et applications mobiles	3 à 10 ans
Liste de clients	3 ans

Les méthodes d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont révisées à chaque fin d'exercice financier en ce qui a trait aux actifs incorporels importants. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

s) Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque i) la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et quand ii) le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les frais de rationalisation, qui comprennent principalement des indemnités de départ, sont comptabilisés lorsqu'un plan détaillé de rationalisation existe et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées à l'effet que le plan sera mis en place tel que prévu.

Les provisions sont révisées à chaque date de bilan et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé des résultats dans la période où la réévaluation a lieu.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

t) Rémunérations et autres paiements à base d'actions

Les attributions à base d'actions à des employés qui prévoient le règlement en espèces ou autres actifs, au gré de l'employé, sont évaluées à la juste valeur et sont classées en tant que passif. Le coût de rémunération est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration. Les variations de la juste valeur des attributions à base d'actions entre la date d'attribution et la date d'évaluation entraînent un changement du passif et du coût de rémunération.

Les estimations de la juste valeur des attributions à base d'actions sont déterminées en suivant un modèle d'évaluation des options et en tenant compte des termes et conditions de l'attribution. Les principales hypothèses sont décrites aux notes 20 et 21.

u) Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite

La Société offre aux employés des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies.

Régimes de retraite à cotisations définies

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, la Société verse des cotisations fixes aux régimes de retraite des employés participants et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. Les obligations pour les contributions aux régimes de retraite à cotisations définies sont constatées à titre d'avantages sociaux dans les états consolidés des résultats lorsque les contributions deviennent exigibles.

Régimes de retraite à prestations définies et avantages complémentaires à la retraite

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies sont calculés selon des méthodes actuarielles et sont comptabilisés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées qui comprend la meilleure estimation de la direction quant à l'évolution future des niveaux de salaire, la croissance d'autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés et d'autres facteurs actuariels. Les coûts des régimes de retraite à prestations définies constatés dans les états consolidés des résultats comprennent les éléments suivants :

- i) Le coût des prestations de retraite accordées en échange des services rendus par les employés au cours de l'exercice.
- ii) Les frais d'intérêts au titre des régimes de retraite.
- iii) Le rendement prévu de l'actif des régimes.
- iv) La comptabilisation des coûts des prestations au titre des services passés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'acquisition des droits.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

u) Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite (suite)

Régimes de retraite à prestations définies et avantages complémentaires à la retraite (suite)

Lorsqu'un événement engendre à la fois une compression de régime et un règlement, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les écarts actuariels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont immédiatement enregistrés dans les bénéfices non répartis. Les écarts actuariels résultent de l'écart entre le rendement réel des actifs du régime au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, et des ajustements sur les passifs liés à l'expérience ou à des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées.

Dans certains cas, la comptabilisation de l'actif net au titre des régimes à prestations définies est limitée à la valeur recouvrable, qui est fondée principalement sur la mesure dans laquelle la Société peut réduire unilatéralement les contributions futures au régime. De plus, un ajustement à l'actif net ou à l'obligation nette au titre des prestations constituées peut être comptabilisé pour refléter l'obligation minimale de financement dans certains régimes de retraite de la Société. Les changements dans le plafonnement de l'actif net au titre des régimes à prestations définies ou dans l'ajustement de l'obligation minimale de financement sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont immédiatement enregistrés dans les bénéfices non répartis.

En vertu d'un ancien régime, la Société offre à certains des employés à la retraite une protection d'assurance-vie, d'assurance-maladie et d'assurance dentaire. Les employés actifs de la Société ne bénéficient plus de ce type de protection post-retraite. Le coût des avantages complémentaires à la retraite est calculé en utilisant une méthodologie comptable similaire à celle des régimes de retraite à prestations définies. Les charges afférentes sont réglées par la Société à mesure qu'elles deviennent exigibles.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

v) Utilisation d'estimations et de jugement

La préparation des états financiers consolidés selon les IFRS exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les éléments d'actif et de passif, les postes de revenus et de charges ainsi que la présentation d'éléments d'actif et de passif éventuels. Bien que ces estimations soient basées sur les meilleures connaissances de la direction et de l'information disponible à la date d'évaluation, les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les éléments suivants des états financiers requièrent davantage l'utilisation d'estimations et d'hypothèses de la part de la direction :

Sujet de comptabilité	Secteurs significatifs d'utilisation d'estimations et de jugement
Dépréciation d'actifs	<ul style="list-style-type: none">• juste valeur diminuée des coûts de la vente• valeur d'utilité d'un actif ou UGT en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés
Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite	<ul style="list-style-type: none">• coûts et obligations découlant des régimes de retraite et des avantages complémentaires à la retraite, qui sont basés sur un certain nombre d'hypothèses, tels que le taux d'actualisation, le rendement prévu de l'actif des régimes, le taux d'augmentation de la rémunération, l'âge de départ à la retraite des employés, les coûts des soins de santé et d'autres facteurs actuariels
Provision pour mauvaises créances et pour retour sur ventes	<ul style="list-style-type: none">• estimations des pertes potentielles découlant de l'incapacité des clients à effectuer les paiements requis sur une portion des comptes clients• estimations des retours futurs sur les produits distribués aux points de ventes
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	<ul style="list-style-type: none">• prévisions d'utilisation des droits de diffusion ou du nombre estimé de présentations à l'écran• estimations des revenus futurs utilisés pour déterminer la valeur de réalisation nette prévue des droits de diffusion et de distribution• identification des stocks devenus obsolètes et ne pouvant plus être vendus à des clients
Provisions	<ul style="list-style-type: none">• estimations des dépenses nécessaires pour éteindre une obligation actuelle ou pour la transférer à un tiers à la date d'évaluation• évaluation des dénouements probables des procédures judiciaires ou de toute autre éventualité
Amortissement des actifs	<ul style="list-style-type: none">• valeur résiduelle et durée d'utilité des actifs amortissables

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

v) Utilisation d'estimations et de jugement (suite)

Impôts différés	<ul style="list-style-type: none">• projection du bénéfice imposable futur et de la recouvrabilité des actifs d'impôts différés• évaluation de la probabilité de réalisation d'un avantage fiscal ou qu'un passif fiscal n'est plus probable afin d'évaluer les positions fiscales incertaines en considérant les interprétations fiscales, la législation, les risques ou autres facteurs pertinents
Aide gouvernementale et crédits d'impôt	<ul style="list-style-type: none">• établissement d'une assurance raisonnable que les subventions gouvernementales seront réalisées
Rémunération à base d'actions	<ul style="list-style-type: none">• juste valeur du passif de rémunération à base d'actions de la Société déterminée en suivant un modèle d'évaluation des options basé sur un certain nombre d'hypothèses, incluant le taux d'intérêt sans risque, le taux de dividende, la volatilité prévue et la durée restante prévue

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

w) Nouvelles prises de position en matière de comptabilité

Les nouvelles normes suivantes n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société et les impacts sur les états financiers consolidés lors de leur adoption n'ont pas encore été déterminés :

Nouvelles normes	Changements prévus aux normes actuelles
<i>IFRS 9 – Instruments financiers</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2015 avec adoption anticipée permise)	L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et la classification des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39, <i>Instruments financiers : comptabilisation et évaluation</i> . De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, sa classification et son évaluation.
<i>IFRS 10 – États financiers consolidés</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise)	L'IFRS 10 a remplacé le SIC 12, <i>Consolidation–Entités ad hoc</i> et une partie de l'IAS 27, <i>États financiers consolidés et individuels</i> . Cette norme fournit des directives supplémentaires concernant le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.
<i>IFRS 11 – Accords conjoints</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise)	L'IFRS 11 a remplacé l'IAS 31, <i>Participations dans des coentreprises</i> . Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations contractuels, et non sur la forme juridique de l'accord. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.
<i>IFRS 12– Informations à fournir sur les participations dans les autres entités</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise)	L'IFRS 12 est une nouvelle norme intégrée quant aux informations à fournir relatives à toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.
<i>IAS 19 – Avantages du personnel (y compris les régimes de retraite) (Révisée)</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013 avec application rétrospective)	Les changements à l'IAS 19 impliquent, entre autres, la comptabilisation de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations constituées et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état des résultats. L'IAS 19 permet de comptabiliser les montants enregistrés dans les autres éléments du résultat global immédiatement dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. L'IAS 19 introduit également une approche de coût net financier qui remplace le rendement prévu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre de prestations définies par une composante unique de coût net d'intérêt calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre de prestation définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés devront être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne pourront plus être répartis sur des périodes de service futures.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

2. REVENUS

La répartition des revenus entre les services rendus et les ventes de produits est la suivante :

	2011	2010
Services rendus	338 555 \$	336 676 \$
Ventes de produits	106 940	111 516
	445 495 \$	448 192 \$

3. CHARGES D'EXPLOITATION, DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principales composantes se détaillent comme suit :

	2011	2010
Coûts liés au personnel et commissions sur ventes	152 036 \$	135 724 \$
Redevances, droits et coûts de production	148 519	146 955
Tirage et distribution	20 908	21 943
Marketing, publicité et promotion	14 790	14 116
Frais de transmission et micro-ondes	6 138	4 238
Autres	52 580	50 339
	394 971 \$	373 315 \$

4. CONTRATS-ÉCHANGES

Dans le cours normal de ses activités, la Société diffuse et publie de la publicité en échange de biens et services. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, la Société a constaté des revenus à titre de contrats-échanges pour un montant de 9 175 000 \$ (10 442 000 \$ en 2010) et des charges d'exploitation à titre de contrats-échanges de 9 384 000 \$ (10 032 000 \$ en 2010).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

5. CHARGES FINANCIÈRES

	Note	2011	2010
Intérêts sur la dette à long terme	18	5 562 \$	5 418 \$
Amortissement des frais de financement		359	358
Perte sur change		75	2
Revenus nets d'intérêts		(49)	(157)
		5 947 \$	5 621 \$

6. FRAIS DE RATIONALISATION DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION, DÉPRÉCIATION D'ACTIFS ET AUTRES

	2011	2010
Frais de rationalisation des activités d'exploitation	800 \$	1 442 \$
Dépréciation d'actifs	699	8 201
Autres	166	(505)
	1 665 \$	9 138 \$

Au cours de l'exercice 2010, la Société et Corporation Sun Media, filiale de Quebecor Média, avaient annoncé la mise en place d'un nouveau partenariat (51 % Groupe TVA et 49 % Corporation Sun Media) visant la mise sur pied et le lancement d'une chaîne spécialisée d'information et d'opinion de langue anglaise appelée « SUN News » en avril 2011. En outre, la Société avait décidé de mettre fin aux activités de sa station généraliste SUN TV lors de la mise en ondes du nouveau service spécialisé. Par suite de ce repositionnement, la Société a enregistré, en 2010, une charge de dépréciation liée à son inventaire de droits de diffusion pour un montant de 5 966 000 \$, une charge de dépréciation liée à certains équipements pour un montant de 2 235 000 \$ ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation pour un montant de 479 000 \$. En 2011, la Société a enregistré une charge supplémentaire de dépréciation reliée à son inventaire de droits de diffusion pour un montant de 699 000 \$, une charge liée à l'annulation de contrats de transmission pour un montant de 327 000 \$ ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation pour un montant de 132 000 \$.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a également enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 668 000 \$ par suite de l'abolition de plusieurs postes dans le secteur de la télévision (963 000 \$ en 2010, dont 316 000 \$ pour le secteur de l'édition). De plus, suite à des nouvelles informations disponibles, la Société a procédé à une réévaluation d'une provision relativement aux activités de production d'une ancienne filiale menant à un ajustement à la baisse du solde pour un montant de 161 000 \$ en 2011.

Finalement, au cours de l'exercice 2010, la Société avait encaissé un montant de 760 000 \$ par suite du règlement lié à une indemnité d'assurance sur une immobilisation. La Société avait enregistré un gain de 505 000 \$ relativement à cet événement.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

7. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

La dépense d'impôts sur le bénéfice se présente comme suit :

	2011	2010
Exigibles	4 396 \$	7 989 \$
Différés	5 217	1 595
	9 613 \$	9 584 \$

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le taux d'imposition réglementaire national et le taux d'imposition effectif utilisé par la Société dans le calcul du bénéfice net consolidé :

	2011	2010
Taux d'imposition réglementaire national	28,4%	29,9%
Effet des écarts de taux d'imposition provinciaux	–	(0,4)
	28,4	29,5
Augmentation (diminution) découlant de ce qui suit :		
Incidence fiscale de la quote-part des pertes de SUN News non déductibles par la Société	10,2	0,4
Incidence fiscale de charges non déductibles	2,0	1,5
Autres ¹	(2,9)	(10,1)
Taux d'imposition effectif	37,7%	21,3%

¹ Inclut des réductions de passifs d'impôts différés de 1,8 % (10,8 % en 2010) résultant de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale.

L'incidence fiscale des principaux éléments constituant le montant du passif net d'impôts différés de la Société et leur impact sur la dépense d'impôts différés est la suivante :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	Bilan consolidé 1 ^{er} janvier 2010	État des résultats consolidé 2011	2010
Pertes reportables	98 \$	452 \$	3 047 \$	354 \$	2 595 \$
Créditeurs, charges à payer, provisions et revenus reportés	1 002	2 410	2 322	1 408	(88)
Régimes à prestations définies	9 770	5 414	5 202	1 775	1 697
Immobilisations	(10)	639	1 237	649	598
Écart d'acquisition, licences et autres actifs incorporels	(17 685)	(15 823)	(14 150)	1 862	1 673
Autres	(1 414)	(2 159)	(7 017)	(831)	(4 880)
	(8 239)\$	(9 067)\$	(9 359)\$	5 217 \$	1 595 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

7. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE (suite)

Les changements dans les passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

	2011	2010
Solde au début de l'exercice	(9 067)\$	(9 359)\$
Comptabilisés dans l'état des résultats	(5 217)	(1 595)
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	6 131	1 909
Autres	(86)	(22)
Solde à la fin de l'exercice	(8 239)\$	(9 067)\$

La Société n'a constaté aucun passif d'impôts différés au titre des bénéfices non répartis de ses filiales au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs étant donné qu'elle ne prévoit pas se départir de ses placements ou que ces bénéfices non répartis deviennent imposables.

Au 31 décembre 2011, la Société disposait, aux fins des impôts sur le bénéfice, de reports de pertes d'approximativement 372 000 \$ dont elle peut se servir pour réduire ses bénéfices imposables futurs venant à échéance en 2030.

De plus, la Société dispose d'un montant de 179 584 000 \$ de pertes en capital sans échéance qui doivent servir à réduire uniquement les gains en capital futurs, qui n'ont pas été comptabilisées.

En 2011 et en 2010, il n'y a pas eu de conséquences fiscales attachées au paiement de dividendes par la Société à ses actionnaires.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

8. COENTREPRISES

La Société détient une participation de 51 % dans The Cave, un service spécialisé numérique de langue anglaise consacré aux habitudes de vie masculine, ainsi qu'une participation de 50 % dans Mystery, un service spécialisé numérique de langue anglaise consacré à l'intrigue et au suspense. Au 31 décembre 2011, les actifs et les passifs de ces coentreprises ont été classés comme destinés à la vente puisque leur vente est prévue au printemps 2012 (note 28).

L'impact de la quote-part des opérations dans ces coentreprises dans les états financiers consolidés de la Société se détaille comme suit :

	2011	2010
Résultats		
Revenus	9 207 \$	8 668 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	7 253	7 270
Bénéfice avant les (revenus) charges d'intérêts	1 954	1 398
(Revenus) charges d'intérêts	(10)	1
Bénéfice net	1 964 \$	1 397 \$
Flux de trésorerie		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 922 \$	982 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(500)	(1 000)

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Bilans consolidés			
Actif à court terme	8 370 \$	6 545 \$	6 642 \$
Actif à long terme	–	533	272
Passif à court terme	1 538	2 412	2 751
Passif à long terme	–	135	28

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

9. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les tableaux suivants présentent les informations additionnelles à l'égard des états consolidés des flux de trésorerie.

a) La variation des éléments hors liquidités du fonds de roulement liés à l'exploitation se présente comme suit :

	2011	2010
Diminution (augmentation) de l'actif :		
Débiteurs	6 139 \$	(6 231)\$
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	(7 175)	(6 422)
Charges payées d'avance et autre actif à court terme	(450)	514
Augmentation (diminution) du passif :		
Créditeurs et charges à payer	2 570	(774)
Droits de diffusion et de distribution à payer	(11 600)	(4 916)
Provisions	(468)	307
Revenus reportés	(587)	(279)
Actifs et passifs d'impôts exigibles	3 422	(14 345)
Autres éléments de passif	(6 567)	(5 490)
	(14 716)\$	(37 636)\$

b) Les montants versés et encaissés pour les intérêts et les impôts sur le bénéfice sont classés au titre des activités d'exploitation et se présentent comme suit :

	2011	2010
Intérêts versés	5 451 \$	5 419 \$
Intérêts encaissés	(20)	(194)
Impôts sur le bénéfice versés, montant net	974	22 331

c) Opérations hors caisse

Les états consolidés des flux de trésorerie excluent les opérations hors caisse suivantes :

	2011	2010
Variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créditeurs et charges à payer	(546)\$	2 127 \$
Variation nette de l'aide gouvernementale créditée aux immobilisations	–	434

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

10. DÉBITEURS

	Note	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Comptes clients et autres débiteurs	26 b)	83 572 \$	98 569 \$	91 463 \$
Comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées		26 098	22 510	21 536
Crédits d'impôt et aide gouvernementale à recevoir		7 974	4 978	7 516
Actifs d'impôts exigibles		4 014	7 104	1 078
		121 658 \$	133 161 \$	121 593 \$

Les comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées sont soumis aux mêmes conditions que les comptes clients. Les sociétés sous contrôle commun sont des filiales de la société mère.

11. ÉMISSIONS, DROITS DE DIFFUSION ET DE DISTRIBUTION ET STOCKS

	31 décembre 2011		
	Court terme	Long terme	Total
Émissions réalisées et productions en cours de réalisation	6 450 \$	– \$	6 450 \$
Droits de diffusion	51 563	34 452	86 015
Droits de distribution	845	1 036	1 881
Stocks	3 096	–	3 096
	61 954 \$	35 488 \$	97 442 \$

	31 décembre 2010		
	Court terme	Long terme	Total
Émissions réalisées et productions en cours de réalisation	7 800 \$	– \$	7 800 \$
Droits de diffusion	46 146	32 079	78 225
Droits de distribution	2 711	1 979	4 690
Stocks	3 465	–	3 465
	60 122 \$	34 058 \$	94 180 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

11. ÉMISSIONS, DROITS DE DIFFUSION ET DE DISTRIBUTION ET STOCKS (suite)

	1 ^{er} janvier 2010		
	Court terme	Long terme	Total
Émissions réalisées et productions en cours de réalisation	5 391 \$	– \$	5 391 \$
Droits de diffusion	42 805	33 275	76 080
Droits de distribution	2 951	5 675	8 626
Stocks	3 627	–	3 627
	54 774 \$	38 950 \$	93 724 \$

Le coût des stocks et les charges liées aux émissions, aux droits de diffusion et de distribution inclus dans le coût des ventes s'élèvent à 273 087 000 \$ en 2011 (248 839 000 \$ en 2010). En 2011, un montant total de 935 000 \$ (668 000 \$ en 2010) a été comptabilisé dans le coût des ventes pour la dépréciation de stocks, d'émissions, de droits de diffusion et de distribution.

12. PLACEMENTS

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Télé Inter-Rives Ltée, entreprise associée, participation de 45 %	9 974 \$	9 626 \$	8 736 \$
Autres placements	2 891	2 901	2 901
	12 865 \$	12 527 \$	11 637 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

13. IMMOBILISATIONS

Pour les exercices terminés le 31 décembre 2011 et 2010, les changements dans la valeur nette comptable des immobilisations sont les suivants :

	Terrains, bâtiments et améliorations locatives	Équipe- ments	Projets en cours de dévelop- pement	Total
Coût				
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	83 749 \$	127 072 \$	7 885 \$	218 706 \$
Acquisitions ¹	3 080	7 930	10 702	21 712
Reclassification	(48)	6 404	(6 963)	(607)
Radiations et dispositions	(176)	–	–	(176)
Solde au 31 décembre 2010	86 605	141 406	11 624	239 635
Acquisitions ¹	3 369	21 898	4 050	29 317
Reclassification	635	9 317	(10 021)	(69)
Radiations et dispositions	(30)	(1 997)	–	(2 027)
Solde au 31 décembre 2011	90 579 \$	170 624 \$	5 653 \$	266 856 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

13. IMMOBILISATIONS (suite)

	Terrains, bâtiments et améliorations locatives	Équipe- ments	Projets en cours de dévelop- pement	Total
Amortissement et dépréciation cumulé(e)				
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	57 880 \$	81 703 \$	– \$	139 583 \$
Amortissement	2 712	9 073	–	11 785
Dépréciation (note 6)	–	2 235	–	2 235
Radiations et dispositions	(176)	–	–	(176)
Solde au 31 décembre 2010	60 416	93 011	–	153 427
Amortissement	2 924	10 525	–	13 449
Radiations et dispositions	(30)	(1 997)	–	(2 027)
Solde au 31 décembre 2011	63 310 \$	101 539 \$	– \$	164 849 \$
Valeur nette comptable				
Au 1 ^{er} janvier 2010	25 869 \$	45 369 \$	7 885 \$	79 123 \$
Au 31 décembre 2010	26 189	48 395	11 624	86 208
Au 31 décembre 2011	27 269	69 085	5 653	102 007

¹ La variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par les créditeurs et charges à payer, composée majoritairement d'équipements, est de (699 000 \$) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 (2 926 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

14. LICENCES ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Pour les exercices terminés le 31 décembre 2011 et 2010, les changements dans la valeur nette comptable des licences et autres actifs incorporels sont les suivants :

	Licences ¹	Logiciels, sites internet et applications mobiles	Autres actifs incorporels	Projets en cours de dévelop- pement	Total
Coût					
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	116 713 \$	24 474 \$	150 \$	8 756 \$	150 093 \$
Acquisitions ²	–	3 846	–	1 248	5 094
Reclassification	–	8 635	–	(8 028)	607
Solde au 31 décembre 2010	116 713	36 955	150	1 976	155 794
Acquisitions ²	–	5 168	–	815	5 983
Reclassification	–	1 254	–	(1 185)	69
Radiations et dispositions	(23 119)	(20)	–	–	(23 139)
Solde au 31 décembre 2011	93 594 \$	43 357 \$	150 \$	1 606 \$	138 707 \$

Au 31 décembre 2011, le coût des actifs incorporels générés en interne, principalement composé de logiciels, sites internet et applications mobiles, est de 5 099 000 \$ (2 987 000 \$ au 31 décembre 2010 et 1 828 000 \$ au 1^{er} janvier 2010). Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, la Société a enregistré des acquisitions d'actifs incorporels générés en interne de 2 132 000 \$ (1 159 000 \$ en 2010).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

14. LICENCES ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS (suite)

	Licences ¹	Logiciels, sites internets et applications mobiles	Autres actifs incorporels	Projets en cours de dévelop- pement	Total
Amortissement et dépréciation cumulé(e)					
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	23 863 \$	16 140 \$	40 \$	– \$	40 043 \$
Amortissement	–	3 266	10	–	3 276
Solde au 31 décembre 2010	23 863	19 406	50	–	43 319
Amortissement	–	3 988	–	–	3 988
Radiations et dispositions	(23 119)	(20)	–	–	(23 139)
Solde au 31 décembre 2011	744 \$	23 374 \$	50 \$	– \$	24 168 \$
Valeur nette comptable					
Au 1 ^{er} janvier 2010	92 850 \$	8 334 \$	110 \$	8 756 \$	110 050 \$
Au 31 décembre 2010	92 850	17 549	100	1 976	112 475
Au 31 décembre 2011	92 850	19 983	100	1 606	114 539

¹ Les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis. Les licences de télédiffusion sont affectées au groupe de l'UGT de la télévision et la licence d'exploitation d'un magazine est affectée au groupe de l'UGT de l'édition. Par le passé, la Société avait radié ces licences en diminuant leur coût puisque les reprises de valeur n'étaient pas permises selon les PCGR du Canada alors qu'elles le sont selon les IFRS. Par conséquent, à la transition, la Société a ajusté le coût et la dépréciation cumulée de ces licences d'un montant équivalent, sans impact sur la valeur nette comptable, afin de faire un suivi de la dépréciation cumulée pouvant être renversée dans le futur. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, le coût et la dépréciation cumulée de 23 119 000 \$ de la licence de télédiffusion de SUN TV ont été éliminés puisque cette licence a été révoquée.

² La variation nette des acquisitions d'actifs incorporels financées par les créiteurs et charges à payer, composée majoritairement de logiciels, est de 153 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 ((799 000 \$) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010).

Au 31 décembre 2011, l'amortissement cumulé des actifs incorporels générés en interne, principalement composé de logiciels, sites internets et applications mobiles, est de 2 059 000 \$ (1 322 000 \$ au 31 décembre 2010 et 812 000 \$ au 1^{er} janvier 2010). Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, la Société a enregistré une dépense d'amortissement pour les actifs incorporels générés en interne de 757 000 \$ (510 000 \$ en 2010).

Au 31 décembre 2011, la valeur nette comptable des actifs incorporels générés en interne est de 3 040 000 \$ (1 665 000 \$ au 31 décembre 2010 et 1 016 000 \$ au 1^{er} janvier 2010).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

15. ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010 se détaille comme suit :

Coût	158 782 \$
Amortissement/dépréciation cumulé(e)	86 801
Valeur nette comptable	71 981 \$

Aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010, la valeur comptable de l'écart d'acquisition attribuée au groupe d'UGT du secteur de la télévision est de 2 539 000 \$ et le solde de 69 442 000 \$ est attribué au groupe d'UGT du secteur de l'édition.

Montants recouvrables

Les montants recouvrables ont été déterminés sur la base de la valeur d'utilité en ce qui a trait aux tests de dépréciation effectués. La Société utilise la méthode des flux de trésorerie actualisés pour estimer la valeur d'utilité, lesquels sont calculés à l'aide des flux de trésorerie futurs prévus dans ses plus récents budgets et dans son plan stratégique triennal, tel qu'approuvés par la direction de la Société et présentés au conseil d'administration. Ces prévisions ont été établies en considérant le rendement opérationnel passé et la part de marché de chaque UGT, les tendances économiques et spécifiques de l'industrie et du marché ainsi que les stratégies d'entreprise. Une fourchette de taux de croissance est utilisée pour les flux de trésorerie au-delà de la période de trois ans. Le taux d'actualisation utilisé par la Société est un taux avant impôts dérivé du coût moyen pondéré du capital pertinent à chaque UGT, qui reflète l'évaluation du marché actuel de i) la valeur temporelle de l'argent et ii) du risque spécifique lié aux actifs pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées en fonction du risque. Le taux de croissance perpétuelle a été déterminé en analysant les marchés spécifiques de chaque UGT. Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées pour déterminer les montants recouvrables lors des plus récents tests de dépréciation effectués les 1^{er} avril 2011 et 1^{er} janvier 2010 :

Groupe d'UGT	1 ^{er} avril 2011		1 ^{er} janvier 2010	
	Taux d'actualisation avant impôts (CMPC)	Taux de croissance perpétuelle	Taux d'actualisation avant impôts (CMPC)	Taux de croissance perpétuelle
Télévision ¹	11,43 %	1,00 %	11,43 %	1,00 %
Édition	15,89 %	1,00 %	14,93 %	1,00 %

¹ Tel que permis par l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, le montant recouvrable calculé au 1^{er} janvier 2010 a été utilisé dans le test de dépréciation effectué en 2011 pour ce groupe d'UGT. Par conséquent, le taux d'actualisation avant impôts et le taux de croissance perpétuelle sont identiques au 1^{er} avril 2011 et au 1^{er} janvier 2010.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

15. ÉCART D'ACQUISITION (suite)

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour chaque groupe important d'UGT, la variation du taux d'actualisation avant impôts et du taux de croissance perpétuelle utilisés pour les tests les plus récents réalisés qui aurait été nécessaire pour que le montant recouvrable égale la valeur comptable au 1^{er} avril 2011 :

Groupe d'UGT	Hausse du taux d'actualisation avant impôts (CMPC)	Baisse du taux de croissance perpétuelle
Télévision	2,60 %	3,50 %
Édition	1,40 %	1,80 %

16. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Note	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Comptes fournisseurs et charges à payer		45 922 \$	45 885 \$	43 489 \$
Salaires et avantages sociaux des employés		23 323	24 545	24 592
Comptes à payer à des sociétés sous contrôle commun et affiliées		10 497	7 086	8 458
Rémunération à base d'actions	20 et 21	1 743	3 134	2 735
Passifs d'impôts exigibles		503	171	8 490
Intérêts à payer		400	310	333
Autre		201	271	272
		82 589 \$	81 402 \$	88 369 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

17. PROVISIONS ET ÉVENTUALITÉS

	Rationalisation des activités d'exploitation	Éventualités et poursuites	Autres provisions	Total
Solde au 31 décembre 2010	797 \$	700 \$	504 \$	2 001 \$
Variation nette dans les résultats	800	(100)	(161)	539
Déboursés	(841)	–	(166)	(1 007)
Solde au 31 décembre 2011	756 \$	600 \$	177 \$	1 533 \$

La comptabilisation des provisions en termes d'échéances et de montants exige l'exercice d'un jugement fondé sur les circonstances et événements pertinents qui peuvent être assujettis à des changements au fil du temps. Les provisions sont principalement constituées des éléments suivants :

Rationalisation des activités d'exploitation

Les provisions pour rationalisation des activités d'exploitation comprennent principalement les indemnités de départ pour l'abolition de postes dans le secteur de la télévision. Les paiements pour les charges de rationalisation devraient être effectués au cours du prochain exercice.

Éventualités et poursuites

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2008, une tierce partie avait intenté des poursuites contre la Société à l'égard de la résiliation de contrats d'impression et de services connexes. En outre, cette tierce partie tentait d'obtenir une déclaration d'invalidité de cessions de créances acquises par la Société auprès de filiales de Quebecor Média et des compensations qui en ont découlé. En février 2012, ces poursuites et procédures judiciaires ont fait l'objet d'une entente de règlement en vertu de laquelle il n'y aura pas d'incidence défavorable sur les résultats financiers de la Société.

Un certain nombre d'autres poursuites contre la Société et ses filiales sont aussi en instance. La direction de la Société et ses filiales sont d'avis que le dénouement de ces poursuites ne devrait pas avoir d'incidence importante sur leurs résultats ou leur situation financière.

À la lumière d'avis juridiques et après avoir examiné tous les faits, la direction de la Société a établi des provisions pour des réclamations ou des poursuites spécifiques. La Société ne peut pas déterminer quand ou si des flux de trésorerie futurs liés à ces provisions seront versés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

18. DETTE À LONG TERME

Les composantes de la dette à long terme sont les suivantes :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Prêt à terme i)	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$
Acceptations bancaires émises ii)	17 982	15 986	14 927
Avance sur le crédit rotatif ii)	-	302	-
Frais de financement, déduction faite de l'amortissement cumulé	(591)	(950)	(1 347)
	92 391	90 338	88 580
Moins la tranche échéant à court terme	(17 756)	-	-
Dettes à long terme	74 635 \$	90 338 \$	88 580 \$

- i) La dette bancaire de la Société est composée d'un prêt à terme venant à échéance et remboursable en totalité le 11 décembre 2014 pour un montant de 75 000 000 \$ et d'un emprunt à terme rotatif pour un montant de 100 000 000 \$ venant à échéance et remboursable en totalité le 11 décembre 2012. Le prêt à terme porte intérêt au taux annuel de 5,54 % avec des paiements d'intérêts les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Quant à l'emprunt à terme rotatif, il porte intérêt à des taux variables fondés sur le taux des acceptations bancaires ou le taux de base bancaire, plus une marge variable en fonction du ratio de la dette totale sur le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts, amortissements et autres éléments. Compte tenu de la date d'échéance de l'emprunt à terme rotatif et que celui-ci n'a pas encore été renouvelé en date du 31 décembre 2011, la Société a donc présenté cet emprunt à titre de passif à court terme.
- ii) Au 31 décembre 2011, les sommes empruntées sur l'emprunt à terme rotatif représentent 17 982 000 \$ (15 986 000 \$ au 31 décembre 2010 et 14 927 000 \$ au 1^{er} janvier 2010) d'acceptations bancaires, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 4,32 % (4,07 % au 31 décembre 2010 et 3,53 % au 1^{er} janvier 2010). Au 31 décembre 2010, une avance au montant de 302 000 \$, portant intérêt à un taux de 5,63 %, était également empruntée sur l'emprunt à terme rotatif.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions, dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2011, la Société respectait les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Aux 31 décembre 2011 et 2010, la Société avait des lettres de crédit en circulation d'un montant de 425 000 \$ (485 000 \$ au 1^{er} janvier 2010).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

19. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	Note	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Droits de diffusion à payer	22	976 \$	2 934 \$	5 118 \$
Passif découlant des prestations de retraite et des avantages complémentaires à la retraite constitués	23	36 357	20 048	19 199
Rémunération à base d'actions ¹	20 et 21	1 136	1 422	1 262
Autres		1 227	665	87
		39 696 \$	25 069 \$	25 666 \$

¹ La portion à court terme de la rémunération à base d'actions est comprise dans les créditeurs et charges à payer.

20. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

Émis et payé aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010 :

4 320 000 actions ordinaires classe A	72 \$
19 450 906 actions classe B	98 575
	98 647 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

20. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Offre publique de rachat

Le 17 mars 2011, la Société a déposé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités dans le but de racheter pour annulation, entre le 21 mars 2011 et le 20 mars 2012, un maximum d'actions classe B de la Société, représentant approximativement 5 % du nombre d'actions classe B émises et en circulation à la date du dépôt de l'offre. La Société rachète ses actions classe B au cours du marché au moment de l'achat, plus les frais de courtage. Au cours de l'exercice 2011, aucune action classe B n'a été rachetée pour annulation.

Régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants

Le régime prévoit notamment que l'octroi, les conditions et modalités afférentes aux options octroyées sont déterminés par le comité de rémunération de la Société. Toutefois, le prix de souscription de chaque action classe B visée par une option ne pourra être inférieur au cours de la clôture des actions en Bourse le jour précédant la date d'octroi de l'option. De plus, la durée des options ne pourra excéder 10 ans. Le nombre d'actions classe B pouvant être émises au terme du régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants est de 2 200 000.

Les détenteurs d'options peuvent, au moment de la levée de leurs options, choisir de recevoir de la Société un paiement en espèces égal au nombre d'actions à l'égard desquelles l'option est levée, multiplié par le montant par lequel la valeur du marché excède le prix d'achat des actions visées par ladite option ou, selon certaines modalités, souscrire à des actions classe B de la Société au prix d'exercice. La valeur du marché est définie par la moyenne des cours de clôture des cinq derniers jours de Bourse précédant le jour auquel l'option est levée. Les options octroyées avant janvier 2006 sont normalement acquises en portions égales sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi. Depuis janvier 2006, à l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération n'en décide autrement au moment de l'octroi, les options octroyées sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des modalités suivantes :

- i) en portions égales sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi;
- ii) en portions égales sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi;
- iii) en portions égales sur une période de trois ans, dont la première tranche de 33 1/3 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

Au cours des exercices 2011 et 2010, la Société n'a octroyé aucune nouvelle option en vertu de ce régime.

La Société a constaté un renversement de la charge de rémunération de 1 595 000 \$ relativement à ce programme au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 (renversement de la charge de rémunération de 186 000 \$ en 2010).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

20. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants (suite)

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2011 et 2010 des options d'achat d'actions en circulation et des changements réalisés dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2011		2010	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	833 610	16,35 \$	975 155	16,16 \$
Annulées	–	–	(141 545)	15,04
Solde à la fin de l'exercice	833 610	16,35 \$	833 610	16,35 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	720 266	16,59 \$	560 952	17,05 \$

	Options en cours			Options pouvant être exercées	
Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2011	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2011	Prix d'exercice moyen pondéré
14,50 \$ à 16,40 \$	639 479	5,40	14,97 \$	526 135	15,00 \$
20,50 \$ à 21,38 \$	194 131	2,86	20,90	194 131	20,90
14,50 \$ à 21,38 \$	833 610	4,81	16,35 \$	720 266	16,59 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

20. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants (suite)

La juste valeur des options d'achat d'actions du régime d'options de la Société a été estimée au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de toutes les options d'achat d'actions en circulation du régime d'options d'achat d'actions de la Société aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010 :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Taux d'intérêt sans risque	1,05 %	1,93 %	2,38 %
Taux de dividende	– %	1,44 %	1,54 %
Volatilité prévue	36,26 %	44,22 %	47,65 %
Durée restante prévue	1,9 années	2,7 années	3,7 années

La volatilité prévue est basée sur la volatilité historique du prix des actions classe B de la Société pour une période équivalente à la durée restante prévue des options. La durée restante prévue des options octroyées représente la période de temps au cours de laquelle les options attribuées devraient être en circulation. Le taux d'intérêt sans risque sur la durée restante prévue de l'option est basé sur la courbe de rendement du gouvernement du Canada en vigueur au moment de l'évaluation. Le taux de dividende est basé sur le taux moyen actuel.

Au 31 décembre 2011, la valeur intrinsèque des passifs pour lesquels les options ont été acquises était nulle (6 000 \$ au 31 décembre 2010 et nulle au 1^{er} janvier 2010).

Résultat par action

Le tableau suivant présente le calcul du résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires :

	2011	2010
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	25 603 000 \$	37 242 000 \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	23 770 906	23 770 906
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires (en dollars)	1,08 \$	1,57 \$

Au cours des exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010, 833 610 options d'achat d'actions classe B n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat par action dilué étant donné que leur prix d'exercice était supérieur au cours moyen de l'action.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

21. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS DE QUEBECOR MÉDIA

En vertu d'un régime d'options d'achat d'actions créé par Quebecor Média, des options ont été octroyées aux membres de la haute direction de la Société. Chaque option peut être exercée au cours des 10 années suivant la date de l'octroi, à un prix d'exercice n'étant pas inférieur à la juste valeur des actions ordinaires de Quebecor Média, au moment de l'octroi, telle que déterminée par le conseil d'administration de Quebecor Média (advenant que les actions ordinaires de Quebecor Média ne soient pas inscrites à une bourse reconnue au moment de l'octroi) ou le cours moyen pondéré des cinq jours de bourse précédant la date d'octroi des actions ordinaires de Quebecor Média sur les marchés boursiers où ces actions sont inscrites. Tant et aussi longtemps que les actions ordinaires de Quebecor Média ne sont pas inscrites à une bourse reconnue, les options acquises sont exerçables uniquement durant les périodes suivantes : du 1^{er} mars au 30 mars; du 1^{er} juin au 29 juin; du 1^{er} septembre au 29 septembre; et du 1^{er} décembre au 30 décembre de chaque année. De plus, au moment de la levée d'une option, les détenteurs d'options peuvent, à leur discrétion : i) demander que la plus-value des actions sous-jacentes à une option acquise leur soit versée ou ii) souscrire, sous certaines conditions, à des actions ordinaires de Quebecor Média.

À l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération de Quebecor Média n'en décide autrement, les options sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des méthodes suivantes, déterminée par le comité de rémunération au moment de l'octroi : i) en portions égales sur une période de cinq ans dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi; ii) en portions égales sur une période de quatre ans dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi; ou iii) en portions égales sur une période de trois ans dont la première tranche de 33 1/3 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

La Société a constaté une charge de rémunération de 26 000 \$ relativement à ce programme au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 (834 000 \$ en 2010).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

21. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS DE QUEBECOR MÉDIA (suite)

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2011 et 2010 des options d'achat d'actions octroyées aux membres de la haute direction de la Société et des changements réalisés dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2011		2010	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	387 482	46,33 \$	226 649	45,58 \$
Octroyées	21 000	50,23	205 500	46,48
Exercées	(15 230)	43,32	(7 866)	36,50
Annulées	–	–	(36 801)	44,64
Solde à la fin de l'exercice	393 252	46,66 \$	387 482	46,33 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	124 074	46,14 \$	92 232	45,90 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, 15 230 options d'achat d'actions de Quebecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 108 000 \$ (7 866 options d'achat d'actions pour 89 000 \$ en 2010).

	Options en cours		Options pouvant être exercées	
Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2011	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2011	Prix d'exercice moyen pondéré
27,86 \$ à 31,92 \$	7 658	3,84	7 658	29,54 \$
44,45 \$ à 50,37 \$	385 594	7,25	116 416	47,23
27,86 \$ à 50,37 \$	393 252	7,19	124 074	46,14 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

21. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS DE QUEBECOR MÉDIA (suite)

La juste valeur des options d'achat d'actions du régime d'options de Quebecor Média a été estimée au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de toutes les options d'achat d'actions en circulation du régime d'options d'achat d'actions de Quebecor Média aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010 :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Taux d'intérêt sans risque	1,19 %	2,24 %	2,36 %
Taux de dividende	1,66 %	1,61 %	1,31 %
Volatilité prévue	29,87 %	34,56 %	35,99 %
Durée restante prévue	3,0 années	3,8 années	3,4 années

Puisque les actions ordinaires de Quebecor Média ne sont pas cotées sur un marché boursier, la volatilité prévue découle de la volatilité implicite des actions de la société mère de Quebecor Média. La durée restante prévue des options octroyées représente la période de temps au cours de laquelle les options attribuées devraient être en circulation. Le taux d'intérêt sans risque sur la durée restante prévue de l'option est basé sur la courbe de rendement du gouvernement du Canada en vigueur au moment de l'évaluation. Le taux de dividende est basé sur le taux moyen actuel.

Au 31 décembre 2011, la valeur intrinsèque des passifs pour lesquels les options ont été acquises était de 300 000 \$ (363 000 \$ au 31 décembre 2010 et 88 000 \$ au 1^{er} janvier 2010).

22. CRÉDITS D'IMPÔT ET AIDE GOUVERNEMENTALE

Les revenus comprennent un montant de 12 106 000 \$ (10 954 000 \$ en 2010) au titre de l'aide gouvernementale à la programmation locale, au contenu rédactionnel ainsi qu'à la production et à la diffusion de contenu canadien dans les magazines.

Des crédits d'impôts et de l'aide gouvernementale au montant de 4 000 000 \$ (3 940 000 \$ en 2010) ont été comptabilisés en réduction des frais de production des émissions, des coûts liés à la distribution de magazines et de coûts liés à la mise en marché de films, lesquels sont inclus dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration.

Au cours de l'exercice 2011, aucune aide gouvernementale n'a été comptabilisée en réduction des immobilisations (61 000 \$ en 2010).

Au 31 décembre 2011, les avances reçues pour de l'aide gouvernementale totalisent 549 000 \$ (1 543 000 \$ en 2010) et sont présentées dans les droits de distribution à payer qui figurent sous la rubrique « Autres éléments de passif ». Les revenus reportés incluent un montant de 213 000 \$ (1 118 000 \$ en 2010) lié à l'aide financière pour la production et la diffusion de contenu canadien dans les magazines.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

23. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE

Les régimes de retraite à l'intention des employés cadres et syndiqués de la Société comportent un volet à prestations définies, de type salaire de carrière indexé avant et après la retraite, ainsi qu'un volet à cotisations définies. La Société offre aux cadres supérieurs un régime de retraite de type salaire de fin de carrière, indexé avant et après la retraite, ainsi qu'un régime excédentaire non indexé après la retraite, dont les prestations compensent l'effet des limites fiscales. Les prestations de retraite de certains employés de TVA Publications inc. (« TVA Publications ») sont de type salaire de carrière indexé avant et après la retraite. La politique de la Société est de maintenir les cotisations à un niveau permettant de pourvoir aux prestations.

La Société offre également aux employés retraités admissibles des avantages complémentaires à la retraite. Les coûts de ces avantages, qui sont essentiellement des prestations de soins de santé, sont comptabilisés durant la période de service actif de l'employé.

Les tableaux suivants présentent les informations relatives aux régimes à prestations définies et font le rapprochement entre la variation des obligations découlant des régimes et la juste valeur des éléments d'actif des régimes pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010 :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2011	2010	2011	2010
Variation des obligations au titre des prestations constituées				
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	182 971 \$	150 576 \$	1 630 \$	1 572 \$
Coût des prestations au titre des services rendus	4 024	2 132	4	3
Frais d'intérêts	9 700	9 478	55	63
Cotisations des participants	2 866	2 713	—	—
Perte actuarielle	14 540	28 016	147	83
Prestations payées	(11 237)	(9 944)	(100)	(91)
Obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	202 864 \$	182 971 \$	1 736 \$	1 630 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

23. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2011	2010	2011	2010
Variation de l'actif des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	163 836 \$	148 703 \$	– \$	– \$
Rendement réel sur l'actif des régimes	1 499	13 851	–	–
Cotisations de l'employeur	10 029	8 513	–	–
Cotisations des participants	2 866	2 713	–	–
Prestations payées	(11 237)	(9 944)	–	–
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	166 993 \$	163 836 \$	– \$	– \$

Les actifs des régimes sont constitués des éléments suivants :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Titres de capitaux propres	57,1 %	61,6 %	59,3 %
Titres de créances	40,9	37,3	39,2
Autres	2,0	1,1	1,5
	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Aux 31 décembre 2011 et 2010 et au 1^{er} janvier 2010, des actions ordinaires de Quebecor étaient comprises dans les titres de capitaux propres susmentionnés et comptaient respectivement pour 725 000 \$ (0,4 % des actifs des régimes), 858 000 \$ (0,5 % des actifs des régimes) et 638 000 \$ (0,4 % des actifs des régimes).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

23. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Le rapprochement de l'état de la capitalisation avec le passif au titre des prestations constituées comptabilisé dans les bilans consolidés se détaille comme suit :

	Prestations de retraite			Avantages complémentaires à la retraite		
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Rapprochement de l'état de la capitalisation						
Obligations non capitalisées au titre des prestations constituées	(2 213)\$	(1 854)\$	(1 399)\$	(1 736)\$	(1 630)\$	(1 572)\$
Obligations capitalisées au titre des prestations constituées	(200 651)	(181 117)	(149 177)	–	–	–
Juste valeur de l'actif régimes	166 993	163 836	148 703	–	–	–
Déficit des régimes	(35 871)	(19 135)\$	(1 873)\$	(1 736)	(1 630)\$	(1 572)\$
Coût des prestations pour services passés – portion non acquise	1 250	2 500	3 751	–	–	–
Plafonnement de l'actif et ajustement lié au financement minimal	–	(1 783)	(19 505)	–	–	–
Passif au titre des prestations constituées, sous la rubrique « Autres éléments de passif »	(34 621)\$	(18 418)\$	(17 627)\$	(1 736)\$	(1 630)\$	(1 572)\$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

23. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Les éléments des écarts actuariels sont les suivants :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2011	2010	2011	2010
Différence entre le rendement prévu et réel de l'actif des régimes :				
(Perte) gain	(10 006)\$	3 266 \$	– \$	– \$
En proportion de l'actif des régimes	(6,0)%	2,0 %	–%	–%
Perte liée à l'expérience sur le passif des régimes				
Perte	(14 540)\$	(28 016)\$	(147)\$	(83)\$
En proportion du passif des régimes	7,2 %	15,3 %	8,5 %	5,1 %

Les éléments du coût net des régimes sont les suivants :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2011	2010	2011	2010
Coût des prestations au titre des services rendus	4 024 \$	2 132 \$	4 \$	3 \$
Frais d'intérêts	9 700	9 478	55	63
Rendement prévu sur l'actif des régimes	(11 505)	(10 585)	–	–
Coût net des prestations au titre des services antérieurs de l'exercice	1 251	1 251	–	–
Autre	–	–	(237)	–
Coût net des prestations	3 470 \$	2 276 \$	(178)\$	66 \$

Le coût relatif aux régimes de retraite à cotisations définies pour l'exercice 2011 se chiffrait à 3 264 000 \$ (3 163 000 \$ en 2010).

Les cotisations de l'employeur prévues pour les régimes de retraite à prestations définies et les régimes d'avantages complémentaires à la retraite de la Société seront de 9 400 000 \$ en 2012.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

23. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Hypothèses

L'hypothèse de rendement prévu à long terme sur l'actif des régimes est choisie en identifiant, dans un premier temps, les taux de rendement à long terme de chacune des catégories d'actifs importantes. La stratégie d'investissement de la Société prend en considération un nombre de facteurs, y compris l'horizon de temps des obligations liées aux régimes de retraite et du risque d'investissement. Une fourchette d'affectation par catégorie d'actif a été développée et est utilisée pour la répartition de l'actif des régimes entre les titres de capitaux propres et les titres de créances afin de maximiser le rendement à long terme. Le choix du taux de rendement à long terme prévu est basé sur l'historique des rendements antérieurs et l'anticipation présente des rendements futurs. De plus, ce choix prend en compte le taux d'inflation et le fait qu'une gestion active est utilisée pour chaque catégorie d'actifs. Un taux unique de rendement sur l'actif des régimes est par la suite calculé selon le rendement moyen pondéré sur chaque catégorie d'actifs.

La Société choisit son hypothèse pour le taux d'actualisation qui est utilisé pour déterminer le coût annuel des prestations et les frais d'intérêts, en se basant sur un index des rendements des obligations de sociétés de première catégorie et une analyse de la courbe de rendement correspondante selon les durations des régimes à la date d'évaluation.

Les moyennes pondérées des montants retenus comme hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations découlant des prestations de retraite de la Société aux 31 décembre 2011 et 2010 sont les suivantes :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2011	2010	2011	2010
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux à la fin de l'exercice :				
Taux d'actualisation	4,75%	5,25%	4,75%	5,25%
Taux d'augmentation de la rémunération	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50
Coût des prestations périodiques				
Taux à la fin de l'exercice précédent :				
Taux d'actualisation	5,25%	6,25%	5,25%	6,25%
Rendement prévu sur l'actif des régimes	7,00	7,00	–	–
Taux d'augmentation de la rémunération	3,25 – 3,50	3,50 – 3,75	3,25 – 3,50	3,50 – 3,75

La tendance du taux présumé du coût des soins de santé utilisé dans le calcul de l'obligation au titre des avantages complémentaires à la retraite constitués était de 8,0 % à la fin de 2011. Selon les prévisions, le coût devrait diminuer graduellement au cours des quinze prochaines années pour s'établir à 5,0 % et demeurer à ce niveau par la suite.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont composés des membres du conseil d'administration de la Société et des membres de la haute direction. Leur rémunération est la suivante :

	2011	2010
Salaires et avantages à court terme	3 405 \$	3 126 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	355	264
Rémunération à base d'actions	(1 416)	1 162
Autres avantages à long terme	447	421
	2 791 \$	4 973 \$

Revenus et charges d'exploitation, de vente et d'administration

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, la Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été conclues selon des modalités équivalentes à celles qui existent dans le cas d'opérations soumises à des conditions de concurrence normale et ont été comptabilisés selon la contrepartie convenue entre les parties.

- Au cours de l'exercice 2011, la Société a vendu des espaces publicitaires à des sociétés sous contrôle commun et affiliées, fourni des services techniques de production, de postproduction et autres et a enregistré des revenus d'abonnement pour un montant total de 64 256 000 \$ (57 049 000 \$ en 2010).
- La Société a comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 4 320 000 \$ (4 350 000 \$ en 2010).
- La Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de communication, des achats d'espaces publicitaires et des charges de services professionnels provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un total de 28 344 000 \$ (18 604 000 \$ en 2010). Le bilan consolidé n'inclut aucun droit de diffusion présenté dans l'actif à court terme aux 31 décembre 2011 et 2010 (50 000 \$ au 1^{er} janvier 2010). De plus, le bilan consolidé inclut des droits de diffusion à payer présentés dans le passif à court terme s'élevant à 100 000 \$ aux 31 décembre 2011 et 2010 (120 000 \$ au 1^{er} janvier 2010) auprès de ces mêmes sociétés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Autres opérations

Tel que mentionné à la note 6, au cours de l'exercice 2010, la Société et Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun de la société mère, Quebecor Média, ont constitué une nouvelle société en nom collectif, SUN News. La Société détient une participation de 51 % alors que Corporation Sun Media détient une participation de 49 %. Les résultats de cette société en nom collectif sont consolidés à 100 % dans les résultats de la Société et la participation de Corporation Sun Media est enregistrée sous la rubrique « Participation ne donnant pas le contrôle » à l'état consolidé des résultats. Au cours de l'exercice 2011, une contribution totale de 20 500 000 \$ (10 539 000 \$ en 2010) a été effectuée par les sociétaires, dont une mise de fonds de 10 045 000 \$ par Corporation Sun Media (5 164 000 \$ en 2010).

Le 25 décembre 2010, la Société est devenue l'unique propriétaire des actifs de la station SUN TV dans le cadre d'une réorganisation corporative qui a mené ultimement à la liquidation de Sun TV Company, une société auparavant détenue à 75 % par Groupe TVA et à 25 % par Corporation Sun Media. La contrepartie de cette acquisition d'un montant de 2 000 000 \$ avait déjà été versée par la Société à Corporation Sun Media en juin 2009 à titre d'engagement. La différence entre le montant versé et la valeur comptable de la participation ne donnant pas le contrôle a entraîné un ajustement de 2 000 000 \$ qui a été comptabilisé dans les bénéfices non répartis.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

25. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

a) Contrats de location et ententes d'achat

La Société s'est engagée en vertu de contrats de location-exploitation, principalement pour des locaux et des équipements ainsi que pour des contrats d'acquisition de services, de droits de distribution et de diffusion, d'immobilisations et d'actifs incorporels représentant des paiements totaux de 107 313 000 \$, dont 18 843 000 \$ avec des sociétés apparentées. Les contrats de location ont divers termes, clauses d'indexation, options d'achat et droits de renouvellement. Les paiements minimaux pour les années futures s'établissent comme suit :

	Contrats de location	Droits de diffusion et de distribution	Autres
2012	2 209 \$	47 693 \$	8 730 \$
2013 à 2016	3 845	20 851	14 379
2017 et ultérieurement	3 401	—	6 205

Les dépenses liées aux contrats de location-exploitation de la Société et ses filiales s'établissaient à 4 820 000 \$ en 2011 (3 903 000 \$ en 2010) et ont été constatées à titre de charge d'exploitation, de vente et d'administration dans les états consolidés des résultats.

b) Garanties

La Société a garanti une partie des valeurs résiduelles de certains des actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation pour le bénéfice du bailleur. Si la juste valeur des actifs loués – à la fin de la durée des contrats de location-exploitation respectifs dont ils font l'objet – est inférieure à leur valeur résiduelle garantie, la Société devra alors compenser le bailleur, sous réserve de certaines conditions, pour une partie du manque à gagner. Au 31 décembre 2011, l'obligation maximale à l'égard de ces garanties totalise approximativement 332 000 \$ et la Société n'a pas constaté de montant au bilan consolidé relativement à ces garanties. La Société n'a effectué aucun paiement relativement à ces garanties au cours des exercices précédents.

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut avec des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisitions, des ententes de services et des contrats de location. Ces ententes obligent la Société à indemniser un tiers pour les dépenses engagées en regard de certains changements aux lois et aux règlements (y compris ceux relatifs aux lois fiscales) ou résultant de poursuites ou de sanctions réglementaires résultant de ces transactions. Les termes de ces indemnisations peuvent varier d'une transaction à l'autre en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel qu'elle pourrait être tenue de verser à un tiers. La Société n'a pas constaté de montant au bilan consolidé relativement à ces ententes puisqu'elle estime n'avoir aucun paiement à effectuer en vertu de celles-ci.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

26. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques financiers de la Société sont établies afin d'identifier et d'analyser les risques auxquels la Société est confrontée, de fixer des contrôles et des limites de risques appropriés, et de superviser les risques et le respect des limites. Les politiques de gestion des risques sont revues au besoin afin de refléter les changements de conditions du marché et des activités de la Société.

La Société et ses filiales utilisent des instruments financiers et, par conséquent, sont exposées au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché découlant des variations de taux de change et de taux d'intérêt.

a) Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des débiteurs de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme prêts et créances), des créditeurs, des charges à payer et des provisions de tierces parties et des sociétés apparentées ainsi que des droits de diffusion et de distribution à payer (classés comme autres passifs financiers) se rapproche de leur juste valeur étant donné que ces éléments seront réalisés ou réglés à moins d'un an ou sont dus sur demande. La juste valeur des autres placements n'a pas pu être déterminée, car il n'existe pas de prix coté sur un marché organisé pour ces types de placements.

La juste valeur de la dette à long terme est fondée sur le calcul des flux de trésorerie actualisés en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments financiers (similaires) comportant la même échéance.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme aux 31 décembre 2011 et 2010 sont les suivantes :

	31 décembre 2011		31 décembre 2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Acceptations bancaires	17 982 \$	18 200 \$	15 986 \$	15 986 \$
Avance sur le crédit rotatif	—	—	302	302
Prêt à terme	75 000	80 400	75 000	76 100

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

26. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

a) Juste valeur des instruments financiers (suite)

La Société a considéré la hiérarchie des évaluations à la juste valeur selon l'IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir*. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour évaluer ses autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et se détaille comme suit :

- niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La juste valeur de l'encaisse et du découvert bancaire classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée en utilisant les données du niveau 1.

b) Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte lorsqu'elle est exposée à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties.

Dans le cours normal de ses activités, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. Au 31 décembre 2011, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante du chiffre consolidé des comptes clients de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients. Le solde des comptes clients de la Société est réparti entre de nombreux clients, principalement des agences de publicité. La Société ne croit donc pas qu'elle soit exposée à un niveau de risque de crédit inhabituel ou important. Au 31 décembre 2011, 4,35 % des comptes clients étaient impayés depuis plus de 120 jours après la date de facturation (4,60 % au 31 décembre 2010). De plus, au 31 décembre 2011, la provision pour créances douteuses s'élevait à 1 186 000 \$ (3 035 000 \$ au 31 décembre 2010).

Le tableau suivant présente les changements à la provision pour créances douteuses pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010 :

	2011	2010
Solde au début de l'exercice	3 035 \$	2 749 \$
Variation comptabilisée à l'état des résultats	(521)	885
Utilisation	(1 328)	(599)
Solde à la fin de l'exercice	1 186 \$	3 035 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

26. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

c) Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de rencontrer leurs obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance ou le risque que ces obligations soient rencontrées à un coût excessif. La Société et ses filiales s'assurent qu'elles ont suffisamment de flux de trésorerie provenant des opérations courantes et de disponibilités de sources de financement pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis pour les investissements à long terme, le fonds de roulement, les paiements d'intérêts et remboursements de dettes, les contributions aux fonds de pension, les dividendes et les rachats d'actions.

Au 31 décembre 2011, les obligations et les échéances des passifs financiers de la Société se détaillent comme suit :

	Total	Moins de 1 an	1 à 3 ans
Découvert bancaire	3 980 \$	3 980 \$	– \$
Créditeurs et charges à payer	82 388	82 388	–
Droits de diffusion et de distribution à payer	16 754	15 778	976
Dettes à long terme	92 982	17 982	75 000
Paielements d'intérêts ¹	13 940	5 630	8 310
Total	210 044 \$	125 758 \$	84 286 \$

¹ L'estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme à taux variable est basée sur les taux d'intérêts en vigueur au 31 décembre 2011.

d) Risque du marché

Le risque du marché est le risque que les variations de valeur du marché dues à des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt affectent les revenus de la Société ou la valeur de ses instruments financiers. L'objectif d'une gestion du risque de marché est de limiter et de contrôler l'exposition à ce risque à l'intérieur de paramètres acceptables.

Risque de change

La Société est exposée à un risque de change limité sur les revenus et les dépenses compte tenu du faible volume de transactions effectuées dans des devises autres que le dollar canadien. La devise la plus transigée est le dollar américain et il est utilisé principalement pour certains achats de droits de distribution, de dépenses en immobilisations et dans la perception de revenus avec certains clients. Compte tenu du faible volume de transactions en devises, la Société ne voit pas la nécessité d'utiliser une couverture de change. Par conséquent, la sensibilité de la Société à l'égard de la variation des taux de change est limitée. Une augmentation ou une diminution de 1 % dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain aurait un impact sur le bénéfice net de moins de 110 000 \$ sur une base annuelle.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

26. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

d) Risque du marché (suite)

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt lié à sa dette à long terme. La Société détient une partie importante de sa dette à long terme à taux fixe, ce qui limite de façon importante le risque lié à la variation de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2011, la dette à long terme de la Société comprenait une portion de 81 % (82 % au 31 décembre 2010) de dette à taux fixe et une portion de 19 % (18 % au 31 décembre 2010) de dette à taux variable.

Une augmentation (diminution) de 100 points de base dans le taux des acceptations bancaires canadien à la fin du présent exercice utilisant le niveau de dette à long terme à taux variable au 31 décembre 2011 refléterait une augmentation (diminution) annuelle de 180 000 \$ des charges financières.

La Société revoit sa situation régulièrement afin de s'assurer que les risques n'ont pas changé.

e) Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société dans sa gestion du capital sont :

- de préserver la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation afin de continuer à donner un rendement à ses actionnaires;
- de maintenir une base optimale de sa structure de capital afin de répondre aux besoins en capitaux dans les différents secteurs d'activité, y compris les occasions de croissance et le maintien de la confiance des investisseurs et des créanciers.

La Société gère sa structure du capital en tenant compte des caractéristiques des risques liés aux actifs sous-jacents de ses secteurs et selon les exigences requises, s'il y a lieu. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouvelles dettes ou le remboursement de sa dette actuelle par l'utilisation d'entrées d'argent générées à l'interne, les montants de distribution aux actionnaires sous forme de dividendes ou de rachat d'actions, l'émission de nouveau capital-actions sur le marché et l'apport d'ajustements à son programme de dépenses en immobilisations. À l'exception de la cessation de versement de dividendes, la stratégie de la Société est demeurée inchangée en regard de l'exercice précédent.

La structure du capital de la Société est composée des capitaux propres, d'un découvert bancaire et d'une dette à long terme, moins les espèces.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

26. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

e) Gestion du capital (suite)

La structure du capital se présente comme suit :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Découvert bancaire	3 980 \$	3 557 \$	974 \$
Dette à long terme	92 982	91 288	89 927
Espèces	(1 756)	(5 605)	(1 924)
Passif net	95 206	89 240	88 977
Capitaux propres	281 029 \$	273 942 \$	244 132 \$

À l'exception des exigences de ratios financiers requises dans ses conventions de crédit, la Société n'est assujettie à aucune autre exigence externe sur le capital. Au 31 décembre 2011, la Société respecte les conditions relatives à ses conventions de crédit.

27. INFORMATION SECTORIELLE

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (incluant les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Création, TVA Nouvelles, TVA Interactif), des services spécialisés, de la chaîne spécialisée nationale de langue anglaise SUN News, de la commercialisation de sites internet associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications, une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation des sites internet associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

Les éléments intersectoriels représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des activités effectuées entre les secteurs d'activité de la Société en ce qui a trait aux revenus et aux charges.

Les secteurs isolables déterminés par la direction de la Société sont des unités d'exploitation stratégiques qui offrent des biens et services divers. Ils sont gérés séparément, entre autres, parce que chaque secteur exige des stratégies de mise en marché différentes.

Les conventions comptables pour ces secteurs sont les mêmes que celles utilisées par la Société dans son ensemble (note 1).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

27. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

				2011
	Télévision	Édition	Éléments inter-sectoriels	Total
Revenus	378 854 \$	70 622 \$	(3 981)\$	445 495 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	338 910	60 042	(3 981)	394 971
Bénéfice avant amortissement, charges financières, frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans l'entreprise associée	39 944 \$	10 580 \$	– \$	50 524 \$
Acquisitions d'immobilisations	29 896 \$	120 \$	– \$	30 016 \$
Acquisitions d'actifs incorporels	4 964 \$	866 \$	– \$	5 830 \$
Actif total	449 943 \$	83 910 \$	– \$	533 853 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

27. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	2010			
	Télévision	Édition	Éléments inter-sectoriels	Total
Revenus	377 283 \$	75 004 \$	(4 095)\$	448 192 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	314 006	63 404	(4 095)	373 315
Bénéfice avant amortissement, charges financières, frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans l'entreprise associée	63 277 \$	11 600 \$	– \$	74 877 \$
Acquisitions d'immobilisations	18 183 \$	169 \$	– \$	18 352 \$
Acquisitions d'actifs incorporels	5 145 \$	748 \$	– \$	5 893 \$
Actif total	435 331 \$	83 740 \$	– \$	519 071 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

28. ACTIF DESTINÉ À LA VENTE

Le 22 décembre 2011, la Société a annoncé une entente en vertu de laquelle la Société vendra sa participation de 51 % dans The Cave ainsi que sa participation de 50 % dans Mystery à l'autre sociétaire de ces coentreprises, Shaw Media Global Inc. La valeur de la transaction est de 17 500 000 \$. La demande de transfert des licences, qui doit être approuvée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), a été déposée. Sujette à l'approbation du CRTC, cette transaction pourrait être finalisée au printemps 2012.

Le tableau suivant fournit le détail des actifs et passifs destinés à la vente au 31 décembre 2011 :

Actif à court terme	
Espèces	2 882 \$
Débiteurs	2 274
Droits de diffusion	3 214
	8 370
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer	1 099
Droits de diffusion à payer	439
	1 538
Actif net	6 832 \$

29. INCERTITUDE

En 2011, le gouvernement a adopté le projet de loi no 88 amendant la Loi sur la qualité de l'environnement et le Règlement sur le régime de compensation. Cette nouvelle réglementation vise à modifier le partage avec les entreprises des coûts liés à la récupération des matières résiduelles assumées par les municipalités au Québec. Bien que le projet de loi ait été adopté par le gouvernement en 2011, les nouvelles grilles de tarification aux entreprises sont toujours en discussion et leurs adoptions ne sont prévues qu'au cours de l'année 2012. À la lumière de ces faits, il est possible que les coûts du secteur de l'édition de la Société puissent être affectés défavorablement.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

30. TRANSITION AUX IFRS

Les présents états financiers consolidés sont les premiers états financiers préparés par la Société conformément aux IFRS telles que décrites dans les conventions comptables (note 1). La date du bilan d'ouverture IFRS et la date de transition de la Société aux IFRS est le 1^{er} janvier 2010.

Avant l'adoption des IFRS, les états financiers consolidés de la Société étaient préparés selon les PCGR du Canada pour toutes les périodes jusqu'au 31 décembre 2010, y compris l'exercice terminé à cette date. Les principaux ajustements effectués par la Société pour préparer son bilan d'ouverture consolidé selon les IFRS au 1^{er} janvier 2010 et pour redresser ses états financiers consolidés selon les PCGR du Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 sont les suivants :

IFRS 1 : exemptions et exceptions

La Société a adopté IFRS 1 lors de la préparation des présents états financiers consolidés. De façon générale, la Société est tenue d'établir des conventions comptables IFRS à compter de la date de transition et d'appliquer ces conventions rétrospectivement pour déterminer le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2010. Cette norme fournit un certain nombre d'exceptions obligatoires et d'exemptions optionnelles à ce principe général d'application rétrospective. Les descriptions des exemptions et exceptions applicables sont détaillées ci-dessous, de même que les choix de la Société :

Exemptions optionnelles

1. Regroupements d'entreprises

L'IFRS 1 permet d'appliquer l'IFRS 3 R (révisée), *Regroupements d'entreprises*, de manière rétrospective ou prospective à partir de la date de transition. Une application rétrospective exigerait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant la date de transition. La Société a choisi de ne pas appliquer de façon rétrospective l'IFRS 3 R aux regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2010. Par conséquent, l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, doit aussi être appliquée de manière prospective. La valeur comptable de tout écart d'acquisition, telle qu'établie antérieurement selon les PCGR du Canada à la suite de regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2010, n'a pas été ajustée en raison de l'application de cette exemption.

2. Régimes à prestations définies

L'IFRS 1 offre l'option de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulatifs pour les régimes à prestations définies selon les PCGR du Canada, au solde d'ouverture des bénéfices non répartis à la date de transition. Ainsi, la Société a choisi de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulatifs qui existaient au 1^{er} janvier 2010 au solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour tous ses régimes à prestations définies.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

30. TRANSITION AUX IFRS (suite)

IFRS 1 : exemptions et exceptions (suite)

Exception obligatoire

3. Estimations

Conformément à l'IFRS 1, les estimations d'une entité selon les IFRS à la date de transition aux IFRS doivent être conformes aux estimations faites à la même date selon les PCGR du Canada antérieurs, à moins qu'il existe des preuves tangibles que ces estimations étaient erronées. Les estimations faites antérieurement par la Société selon les PCGR du Canada n'ont pas été révisées lors de l'application des IFRS.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

30. TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement des PCGR du Canada et des IFRS

Les tableaux suivants présentent le rapprochement des états consolidés des résultats, du résultat global et des flux de trésorerie de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, ainsi que le rapprochement des bilans consolidés et des capitaux propres aux 1^{er} janvier 2010 et 31 décembre 2010.

a) État consolidé des résultats et du résultat global pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

	Explication	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Revenus		448 192 \$	– \$	448 192 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	i), ii)	372 040	1 275	373 315
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels		15 061	–	15 061
Charges financières		5 621	–	5 621
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres		9 138	–	9 138
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice, participation ne donnant pas le contrôle et part du bénéfice dans l'entreprise associée		46 332	(1 275)	45 057
Impôts sur le bénéfice	vi)	9 929	(345)	9 584
Participation ne donnant pas le contrôle	vii)	(653)	653	–
Part du bénéfice dans l'entreprise associée		(1 116)	–	(1 116)
Bénéfice net		38 172 \$	(1 583)\$	36 589 \$
Autres éléments du résultat global	i), vi)	–	(5 189)	(5 189)
Résultat global		38 172 \$	(6 772)\$	31 400 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux (à la) :				
Actionnaires		38 172 \$	(930)\$	37 242 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	vii)	–	(653)	(653)
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires		1,61 \$	(0,04)\$	1,57 \$
Résultat global attribuable aux (à la) :				
Actionnaires		38 172 \$	(6 119)\$	32 053 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	vii)	–	(653)	(653)

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

30. TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement des PCGR du Canada et des IFRS (suite)

b) État consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Les ajustements effectués par la Société pour redresser ses états financiers consolidés publiés précédemment selon les PCGR du Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 n'ont eu aucun impact sur les totaux des différentes catégories de flux de trésorerie.

c) Bilan consolidé au 1^{er} janvier 2010

	Explication	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Actif				
Actif à court terme	vi)	187 863 \$	(4 818)\$	183 045 \$
Actif à long terme				
Droits de diffusion et de distribution		38 950	–	38 950
Placements		11 637	–	11 637
Immobilisations		79 123	–	79 123
Licences et autres actifs incorporels	iv)	86 789	23 261	110 050
Écart d'acquisition		71 981	–	71 981
Actif au titre des prestations constituées des régimes de retraite	i)	8 900	(8 900)	–
Impôts différés	vi)	280	2 374	2 654
		297 660	16 735	314 395
Actif total		485 523 \$	11 917 \$	497 440 \$
Passif et capitaux propres				
Passif à court terme	ii), iii)	124 314 \$	2 735 \$	127 049 \$
Passif à long terme				
Dette à long terme		88 580	–	88 580
Autres éléments de passif	i), ii)	6 583	19 083	25 666
Impôts différés	vi)	28 951	(16 938)	12 013
		124 114	2 145	126 259
Capitaux propres				
Capital-actions		98 647	–	98 647
Surplus d'apport	v)	4 145	(4 145)	–
Bénéfices non répartis	i), ii), iv) à vii)	134 303	11 182	145 485
Avoir des actionnaires		237 095	7 037	244 132
Total du passif et des capitaux propres		485 523 \$	11 917 \$	497 440 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

30. TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement des PCGR du Canada et des IFRS (suite)

d) Bilan consolidé au 31 décembre 2010

	Explication	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Actif				
Actif à court terme	vi)	203 838 \$	(2 710)\$	201 128 \$
Actif à long terme				
Droits de diffusion et de distribution		34 058	–	34 058
Placements		12 527	–	12 527
Immobilisations		86 208	–	86 208
Licences et autres actifs incorporels	iv)	89 214	23 261	112 475
Écart d'acquisition		71 981	–	71 981
Actif au titre des prestations constituées des régimes de retraite	i)	16 426	(16 426)	–
Impôts différés	vi)	25	669	694
		310 439	7 504	317 943
Actif total		514 277 \$	4 794 \$	519 071 \$
Passif et capitaux propres				
Passif à court terme	ii), iii)	116 836 \$	3 125 \$	119 961 \$
Passif à long terme				
Dette à long terme		90 338	–	90 338
Autres éléments de passif	i), ii)	5 528	19 541	25 069
Impôts différés	vi)	28 551	(18 790)	9 761
Participation ne donnant pas le contrôle	vii)	4 511	(4 511)	–
		128 928	(3 760)	125 168
Capitaux propres				
Capital-actions		98 647	–	98 647
Surplus d'apport	v)	4 145	(4 145)	–
Bénéfices non répartis	i), ii), iv) à vii)	165 721	5 063	170 784
Avoir des actionnaires		268 513	918	269 431
Participation ne donnant pas le contrôle	vii)	–	4 511	4 511
		268 513	5 429	273 942
Total du passif et des capitaux propres		514 277 \$	4 794 \$	519 071 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

30. TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement des PCGR du Canada et des IFRS (suite)

e) Capitaux propres

	Explication	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Capitaux propres selon les PCGR du Canada		268 513 \$	237 095 \$
Ajustements IFRS :			
Régimes à prestations définies	i)	(35 415)	(27 080)
Rémunération à base d'actions	ii)	(3 677)	(3 638)
Actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée	iv)	23 261	23 261
Impôts sur le bénéfice	vi)	16 749	14 494
		918	7 037
Participation ne donnant pas le contrôle	vii)	4 511	-
Capitaux propres selon les IFRS		273 942 \$	244 132 \$
Capitaux propres attribuables aux (à la) :			
Actionnaires		269 431 \$	244 132 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	vii)	4 511	-

f) Résultat global

	Explication	2010
Résultat global selon les PCGR du Canada		38 172 \$
Ajustements IFRS au bénéfice net :		
Régimes à prestations définies	i)	(1 236)
Rémunération à base d'actions	ii)	(39)
Impôts sur le bénéfice	vi)	345
Participation ne donnant pas le contrôle	vii)	(653)
		(1 583)
Ajustements IFRS au résultat global :		
Régimes à prestations définies	i)	(7 098)
Impôts sur le bénéfice	vi)	1 909
		(5 189)
Résultat global selon les IFRS		31 400 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

30. TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement des PCGR du Canada et des IFRS (suite)

Les différences importantes entre les données financières de 2010 préparées selon les PCGR du Canada et ces données préparées selon les IFRS sont expliquées comme suit :

i) Régimes à prestations définies

Tel qu'indiqué à la section « IFRS 1 : exemptions et exceptions », la Société a choisi de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulatifs selon les PCGR du Canada qui existaient au 1^{er} janvier 2010 au solde d'ouverture des bénéfices non répartis selon les IFRS pour tous ses régimes à prestations définies.

Écarts actuariels

Selon les IFRS, la Société a choisi de comptabiliser immédiatement tous les écarts actuariels qui ont eu lieu après le 1^{er} janvier 2010 comme une composante des autres éléments du résultat global sans transfert subséquent de ces écarts à l'état consolidé des résultats dans les périodes ultérieures. Par conséquent, les écarts actuariels ne sont pas amortis dans l'état des résultats, mais sont plutôt comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global à la fin de chaque période. Dans l'état consolidé des capitaux propres, le solde cumulé des écarts actuariels est présenté dans les bénéfices non répartis. Selon les PCGR du Canada, l'excédent des écarts actuariels nets cumulatifs non constatés sur 10,0 % du plus élevé de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs du régime était amorti aux résultats consolidés sur la durée résiduelle moyenne prévue de service du groupe d'employés actifs qui participaient aux régimes.

Coûts des prestations au titre des services passés

Selon les IFRS, les coûts des prestations au titre des services passés sont comptabilisés aux résultats sur une base linéaire sur la durée d'acquisition des droits. Selon les PCGR du Canada, les coûts des prestations au titre des services passés étaient amortis sur la durée résiduelle moyenne prévue de service du groupe d'employés actifs qui participaient aux régimes (à l'exception de certains régimes de retraite pour lesquels les coûts des prestations au titre des services passés étaient constatés immédiatement aux résultats dès qu'ils étaient engagés).

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

30. TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement des PCGR du Canada et des IFRS (suite)

i) Régimes à prestations définies (suite)

Plafonnement de l'actif et passif minimal de financement

Selon les IFRS, la comptabilisation de l'actif net au titre des prestations constituées, dans certains cas, est limitée à la valeur recouvrable, qui est fondée principalement sur la mesure dans laquelle la Société peut réduire unilatéralement les contributions futures au régime. De plus, un ajustement à l'actif net ou à l'obligation nette au titre des prestations constituées peut être comptabilisé pour tenir compte de l'obligation minimale de financement. Puisque la Société a choisi de comptabiliser les écarts actuariels qui ont eu lieu après le 1^{er} janvier 2010 dans les autres éléments du résultat global, les changements dans le plafonnement de l'actif net au titre des prestations constituées ou dans l'ajustement de l'obligation minimale de financement depuis la date de transition sont également comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement enregistrés dans les bénéfices non répartis. Selon les PCGR du Canada, il y avait un concept similaire au plafonnement de l'actif, mais le calcul de la valeur recouvrable était différent et les changements dans la provision pour moins-value étaient comptabilisés à l'état consolidé des résultats. De même, il n'y avait aucun concept de passif minimal de financement selon les PCGR du Canada.

ii) Rémunération à base d'actions

Selon les IFRS, le passif lié aux attributions à base d'actions qui prévoient le règlement en espèces ou autres actifs doit être évalué à sa juste valeur et réévalué à sa juste valeur à la fin de chaque période. Selon les PCGR du Canada, le passif était évalué et réévalué à chaque date de fin de période à la valeur intrinsèque des attributions à base d'actions au lieu de leur juste valeur.

Selon les IFRS, lorsqu'une attribution à base d'actions est acquise en tranches échelonnées sur une période d'acquisition (« acquisition graduelle de droits »), chaque tranche est comptabilisée comme une attribution distincte. Selon les PCGR du Canada, la Société avait le choix de comptabiliser l'attribution dans son ensemble. L'évaluation était déterminée en utilisant la durée de vie moyenne des attributions à base d'actions.

iii) Provisions

Les provisions doivent être présentées séparément au bilan selon les IFRS.

iv) Actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée

Selon les IFRS, les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis, tandis que selon les PCGR du Canada, ils étaient amortis jusqu'au 1^{er} janvier 2002. Par conséquent, la Société a renversé aux bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition l'amortissement comptabilisé antérieurement sur ses licences de télédiffusion.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

30. TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement des PCGR du Canada et des IFRS (suite)

v) Opérations entre apparentés

Selon les IFRS, il n'existe aucune exigence particulière en matière de comptabilisation et d'évaluation pour les opérations entre apparentés. Par conséquent, la comptabilisation et l'évaluation des opérations entre apparentés doivent se conformer aux IFRS en vigueur qui s'appliquent à la transaction. Selon les PCGR du Canada, les opérations entre apparentés pouvaient être comptabilisées à la valeur comptable des actifs transférés ou à la valeur d'échange en fonction de certains critères. Tel qu'indiqué précédemment à la section « IFRS 1 : exemptions et exceptions », la Société a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2010, y compris ceux entre les sociétés sous contrôle commun. De plus, les transferts d'actifs qui ont été comptabilisés à la valeur comptable selon les PCGR du Canada ont été retraités à la valeur d'échange tel que permis en vertu des IFRS.

vi) Impôts sur le bénéfice

Le mode de recouvrement prévu des actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée aux fins du calcul des impôts différés est différent selon les IFRS que selon les PCGR du Canada. Cette différence a entraîné une réduction du passif d'impôts différés lié à ces actifs à la transition.

Les autres ajustements liés aux impôts sur le bénéfice représentent les incidences fiscales des autres ajustements IFRS.

En outre, même s'il est prévu qu'ils seront réalisés à court terme, les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme des éléments à long terme selon les IFRS.

vii) Participation ne donnant pas le contrôle

Selon les IFRS, la participation ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante distincte des capitaux propres dans le bilan, tandis qu'elle était présentée comme une composante distincte entre les passifs et les capitaux propres selon les PCGR du Canada. Dans les états consolidés des résultats et du résultat global selon les IFRS, le bénéfice net et le résultat global sont calculés avant la participation ne donnant pas le contrôle et sont ensuite attribués aux actionnaires et à la participation ne donnant pas le contrôle. Selon les PCGR du Canada, la participation ne donnant pas le contrôle était présentée comme une composante du bénéfice net et du résultat global.

31. ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 24 février 2012, la Société a complété le renouvellement de son emprunt à terme rotatif de 100 000 000 \$ pour un terme de cinq ans à des conditions similaires, exception faite du coût de crédit qui est plus favorable pour la Société.

GROUPE TVA INC.
Rapport de gestion annuel
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Quebecor Média inc. (« QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition. En télévision, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films, en production commerciale et dans le télé-achat. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter onze services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. En édition, Groupe TVA publie plus de 75 magazines, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Elle offre aussi des services d'éditions sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia, favorisant le rayonnement des marques de commerce de ses clients par le média imprimé. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion couvre les principales activités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Tel qu'expliqué dans la note 1 aux états financiers consolidés de la Société préparés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada qui ont été précédemment utilisés pour préparer nos états financiers consolidés ont été remplacés avec l'adoption des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») le 1^{er} janvier 2011. Ainsi, les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 ont été préparés conformément aux IFRS. Les données comparatives de 2010 ont également été redressées. Les données comparatives de 2009 n'ont pas été redressées et les PCGR du Canada ont été utilisés pour leur préparation.

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec l'information additionnelle et le détail des ajustements aux données comparatives de 2010 suivant l'adoption des IFRS expliqués à la note 30 aux états financiers consolidés préparés pour l'exercice terminée le 31 décembre 2011.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de chacun des secteurs de la Société sont les suivantes :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (incluant les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Création, TVA Nouvelles, TVA Interactif), des services spécialisés, de la chaîne spécialisée nationale de langue anglaise SUN News Network « SUN News », des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications inc. (« TVA Publications »), une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration et de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2010

- Le 24 février 2012, la Société a complété le renouvellement de son emprunt à terme rotatif de 100 000 000\$ pour un terme de 5 ans à des conditions similaires, exception faite du coût de crédit qui est plus favorable pour la Société.
- Le 22 décembre 2011, Groupe TVA a annoncé une entente en vertu de laquelle elle vendra sa participation de 50 % dans la chaîne spécialisée « Mystery TV » ainsi que sa participation de 51 % dans la chaîne spécialisée « The Cave », à Shaw Media Global Inc.
- En décembre 2011, les audiences du Conseil de la Radiodiffusion et des Télécommunications Canadiennes, le « CRTC », ont eu lieu dans le but de renouveler la licence de télédiffusion de Réseau TVA ainsi que celles de certaines chaînes spécialisées. Une décision est attendue au premier semestre 2012.
- Le 22 novembre 2011, la Société a annoncé la conclusion d'une entente avec Bell pour la distribution de quatre chaînes spécialisées soit « TVA Sports », « Mlle », « YOOPA » et SUN News s'assurant ainsi la distribution de l'ensemble de ses chaînes spécialisées en considérant les autres ententes survenues en cours d'année avec les distributeurs majeurs du pays.
- Le 31 octobre 2011, la Société a retourné au CRTC, sa licence de télédiffusion de la chaîne généraliste anglophone « SUN TV ».
- Le 12 septembre 2011, la Société a procédé au lancement de la chaîne « TVA Sports », un service spécialisé de langue française consacré à tous les aspects du sport, dont la programmation comprend entre autres les Sénateurs d'Ottawa, les Blue Jays de Toronto, l'Impact de Montréal, l'Ultimate Fighting Championship (UFC) ainsi que la National Basketball Association (NBA).
- Le 8 août 2011, le conseil d'administration a décidé de suspendre la déclaration de dividende compte tenu des investissements importants de la Société dans ses projets d'immobilisations et des lancements de plusieurs services spécialisés et la Société a annoncé qu'elle n'entrevoit pas se prévaloir de l'offre publique de rachat de ses actions dans le cours normal des activités.
- Le 2 mai 2011, la Société a procédé au lancement de la chaîne spécialisée « Mlle », dont la programmation est consacré au style, à la beauté et au mieux-être de la femme québécoise.
- Le 18 avril 2011, Groupe TVA a lancé SUN News, un service national d'émissions spécialisées d'informations et d'opinion de langue anglaise.
- Au début avril 2011, TVA Studio, une division de TVA Publications, s'est vu confiée la prise en charge complète de la gestion et de la production des circulaires hebdomadaires de Groupe Jean Coutu et ce, pour une durée de cinq (5) ans.
- Le 17 mars 2011, la Société a déposé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le but de racheter pour annulation entre le 21 mars 2011 et le 20 mars 2012, un maximum de 972 545 actions de classe B de la Société, représentant approximativement 5 % du nombre d'actions de classe B émises et en circulation. En date du 31 décembre 2011, aucune action de classe B n'a été rachetée.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. Elle utilise ces mesures financières hors IFRS car elle estime qu'elles donnent une bonne représentation de son rendement. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de

gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures divulguées par d'autres sociétés ayant des normes semblables.

Bénéfice ou perte d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre, les impôts sur le bénéfice, la part du bénéfice dans l'entreprise associée et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice d'exploitation avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés de la Société.

Tableau 1

Conciliation du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés
(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre		Trois mois terminés les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice d'exploitation :				
Télévision	39 944 \$	63 277 \$	18 097 \$	26 827 \$
Édition	10 580	11 600	2 560	2 305
	50 524	74 877	20 657	29 132
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	17 437	15 061	4 909	4 147
Charges financières	5 947	5 621	1 570	1 419
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre	1 665	9 138	1 032	792
Impôts sur le bénéfice	9 613	9 584	4 264	4 324
Part du bénéfice dans l'entreprise associée	(574)	(1 116)	(289)	(406)
Participation ne donnant pas le contrôle	(9 167)	(653)	(2 297)	(449)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	25 603 \$	37 242 \$	11 468 \$	19 305 \$

COMPARAISON DES EXERCICES 2011 ET 2010

Analyse des résultats consolidés de Groupe TVA

Produits d'exploitation de 445 495 000 \$, en baisse de 2 697 000 \$ (-0,6 %).

- Hausse de 1 571 000 \$ (0,4 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à la hausse des produits d'exploitation de 18,1 % des services spécialisés, de 30,4 % de la division TVA Accès et de 2,2 % du Réseau TVA, contrebalancée en partie par la perte de revenus découlant de l'arrêt des activités de la station SUN TV en avril 2011 ainsi que la diminution de 47,6 % des produits d'exploitation de TVA Films.
- Diminution de 4 382 000 \$ (-5,8 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à la baisse des revenus en kiosque de 12,6 % et des revenus publicitaires de 6,4 %, contrebalancée partiellement par une hausse de 54,7 % des produits d'exploitation de sa division TVA Studio.

Tableau 2
Produits d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre				Trois mois terminés les 31 décembre			
	2011		2010		2011		2010	
Télévision	378 854	\$	377 283	\$	114 447	\$	115 516	\$
Édition	70 622		75 004		18 286		19 260	
Éléments intersectoriels	(3 981)		(4 095)		(1 097)		(1 389)	
	445 495	\$	448 192	\$	131 636	\$	133 387	\$

Bénéfice d'exploitation de 50 524 000 \$, en baisse de 24 353 000 \$ (-32,5 %).

- Diminution de 23 333 000 \$ (-36,9 %) dans le secteur de la télévision (tableau 3) principalement attribuable aux résultats d'exploitation des nouveaux services spécialisés « Mle » et « TVA Sports » lancé respectivement en mai et septembre 2011, à la perte d'exploitation combinée de « SUN TV » et SUN News accrue de 93,9 % et à la diminution de 7,5 % du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA.
- Baisse de 1 020 000 \$ (-8,8 %) dans le secteur de l'édition (tableau 3) principalement attribuable à l'impact de la baisse des produits d'exploitation malgré une réduction de 5,3 % des charges d'exploitation.

Tableau 3
Bénéfice d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre				Trois mois terminés les 31 décembre			
	2011		2010		2011		2010	
Télévision	39 944	\$	63 277	\$	18 097	\$	26 827	\$
Édition	10 580		11 600		2 560		2 305	
	50 524	\$	74 877	\$	20 657	\$	29 132	\$

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 25 603 000 \$ (1,08 \$ par action dilué) comparativement à 37 242 000 \$ (1,57 \$ par action dilué) à la même période de 2010.

- Cet écart défavorable de 11 639 000 \$ (0,49 \$ par action dilué) s'explique surtout par :
 - la baisse de 24 353 000 \$ du bénéfice d'exploitation; et
 - la hausse des charges d'amortissement de 2 376 000 \$.

Partiellement compensé par :

- la hausse de la perte absorbée par la participation ne donnant pas le contrôle de 8 514 000 \$; et
- la baisse de 7 473 000 \$ des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres.
- Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010.

Charge d'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels de 17 437 000 \$, soit une hausse de 2 376 000 \$ (15,8 %).

- Cette hausse est principalement attribuable à la croissance des acquisitions en immobilisations et actifs incorporels dans le cadre du plan d'investissement que la Société a mis en place pour effectuer la transition au mode de diffusion et de production en haute définition (HD), pour lancer de nouveaux services spécialisés et pour implanter certains logiciels applicatifs pour son secteur de la télévision.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre de 1 665 000 \$ pour l'exercice 2011 comparativement à une charge de 9 138 000 \$ pour la même période de 2010.

- Cet écart favorable de 7 473 000 \$ s'explique principalement par :
 - l'enregistrement au cours de l'exercice 2011 d'une charge supplémentaire de dépréciation reliée à l'inventaire de droits de diffusion pour un montant de 699 000 \$ alors que, pour la même période de 2010, une charge de dépréciation des inventaires de droits de diffusion de 5 966 000 \$ ainsi qu'une charge de dépréciation de certains équipements de 2 235 000 \$ avaient été constatées, suite au repositionnement de la Société lié à la mise sur pied et au lancement de SUN News au printemps 2011.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 9 613 000 \$ (taux d'imposition effectif de 37,7 %) pour l'exercice 2011 comparativement à 9 584 000 \$ (taux d'imposition effectif de 21,3 %) pour la même période de 2010.

- La hausse de ce taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 28,4 % s'explique essentiellement par la part de Corporation Sun Media dans les économies d'impôts découlant des pertes d'exploitation de SUN News ainsi que par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.
- Au cours de l'exercice 2010, à la lumière des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Société a réduit ses passifs d'impôts différés de 4 847 000 \$ (457 000 \$ en 2011). En excluant cette économie fiscale, le taux d'impôt de l'exercice 2010 aurait été de 32,1 % (39,5 % en 2011).

Part du bénéfice dans la société satellite de 574 000 \$, soit une baisse de 542 000 \$, qui s'explique par des résultats d'exploitation moindres d'une société du domaine de la télévision comparativement à la période correspondante de 2010.

Participation ne donnant pas le contrôle de 9 167 000 \$ pour l'exercice 2011, contre 653 000 \$ pour l'exercice précédent.

- La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte avant impôts de la société en nom collectif SUN News.

Analyse par secteur d'activités

Télévision

Produits d'exploitation de 378 854 000 \$, soit une augmentation de 1 571 000 \$ (0,4 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- Hausse des produits d'exploitation du Réseau TVA de 2,2 % :
 - hausse des revenus publicitaires de 0,7 % partiellement attribuable à la 53^e semaine; et
 - hausse des produits d'exploitation autres que les revenus publicitaires de 14,5 % notamment au niveau des revenus reliés aux activités de production et à la vente de contenus, des revenus perçus pour la distribution des signaux éloignés et du Fonds d'Aide à la Programmation Locale (« FAPL »).
- Hausse de 26,7 % des revenus publicitaires des services spécialisés :
 - « LCN » a connu une croissance de 14,6 %; « addik^{TV} » une croissance de 116,7 %; et « CASA » une croissance de 80,5 %; tandis que
 - les nouvelles chaînes « Mlle » et « TVA Sports » ont contribué à 32,8 % de cette croissance.
- Hausse de 12,3 % des revenus d'abonnement des services spécialisés :
 - la chaîne « YOOPA », lancée le 1^{er} avril 2010, s'accapare 29,7 % de la croissance totale des revenus d'abonnement;
 - les nouvelles chaînes « Mlle » et « TVA Sports » obtiennent 22,8 % de cette croissance; et « addik^{TV} » et « Prise 2 » affichent respectivement des croissances de 16,3 % et 15,2 %.
- Hausse de 30,4 % des produits d'exploitation de la division TVA Accès due à la croissance du volume d'activité de la production commerciale et de la diversification de ses activités notamment le doublage de séries télévisuelles;

Partiellement compensée par :

- Baisse nette de 75,1 % des revenus combinés de « SUN TV » et SUN News à la suite de son lancement en avril 2011;

- Baisse de 47,6 % des revenus de la division TVA Films, notamment au niveau du divertissement maison (DVD/Blu-ray) ainsi qu'à un nombre moins élevé de sorties à succès au cinéma en 2011 alors qu'en 2010, le film « Piché ; entre ciel et terre » avait connu un succès au box-office québécois.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, le Réseau TVA a vu ses parts de marché diminuer de 0,9 part comparé à la même période de 2010 alors que le Réseau V a connu une augmentation de 0,8 part et que la Société Radio-Canada « SRC » une augmentation de 0,6 part. Le Réseau TVA demeure en tête avec ses 24,2 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. De plus, la plupart de nos services spécialisés ont connu une augmentation de leur part de marché, notamment « addik^{TV} » avec une croissance de 0,7 part ainsi que « Prise 2 », « CASA » et « YOOPA » qui ont chacun connu une augmentation de 0,1 part. Pour sa part, « LCN » a conservé ses 3,9 parts comparativement aux 3,1 parts que détient « RDI ». Nos nouveaux services spécialisés « Mille » et « TVA Sports » ont atteint respectivement 0,1 et 0,3 part pour l'année 2011.

Les parts de marché combinées des chaînes spécialisées francophones de Groupe TVA ont été de 7,6 parts pour l'année 2011 comparativement à 6,2 parts en 2010, soit une croissance de 1,4 part ou 22,6 %. Les parts de marché totales de Groupe TVA ont augmenté de 1,6 %, passant de 31,3 parts en 2010 à 31,8 parts pour l'année 2011 et ce, malgré la forte concurrence dans le domaine télévisuel. Le Réseau TVA a diffusé 19 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant l'année dont *On connaît la chanson* avec près de 1,9 millions de téléspectateurs.

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone

Année 2011 vs 2010 Parts de marché (%)				
	2011	2010	Var. %	Écart
Chaînes généralistes francophones :				
TVA	24,2	25,1	- 3,6 %	- 0,9
SRC	13,0	12,4	+ 4,8 %	+ 0,6
V	8,1	7,3	+ 11,0 %	+ 0,8
Total	45,3	44,8	+1,1 %	+ 0,5
Spécialisées francophones :				
TVA	7,6	6,2	+22,6 %	+ 1,4
Autres	39,4	40,9	-3,7 %	- 1,5
Total	47,0	47,1	- 0,2 %	- 0,1
Total anglophones et autres	7,7	8,1	- 4,9 %	- 0,4
Groupe TVA	31,8	31,3	+ 1,6 %	+ 0,5
<i>Source : Sondages BBM. Québec franco, 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, l-d, 2h-2h, t2+.</i>				

Charges d'exploitation de 338 910 000 \$, soit une augmentation de 24 904 000 \$ (7,9 %).

- Cette hausse est expliquée principalement par :
 - la hausse de 49,0 % des charges d'exploitation des services spécialisés principalement attribuable aux coûts des nouveaux services « Mlle » et « TVA Sports » et à certains investissements accrus en programmation pour nos autres chaînes; et
 - la hausse des charges d'exploitation du Réseau TVA de 4,8 %, principalement attribuable:
 - aux frais d'exploitation associés à la 53^e semaine d'opérations dans l'exercice;
 - à la hausse de 6,2 % des coûts de programmation associés à notre stratégie de programmation et aux investissements des dépenses admissibles au FAPL;
 - à la hausse de la charge des régimes de retraite en 2011.
 - la hausse de 26,4 % des charges reliées au volume accru d'activités de la division TVA Accès;

Partiellement compensée par :

- la baisse de 8,7 % des charges d'exploitation combinées de « SUN TV » et SUN News; et
- la diminution de 46,2 % des charges d'exploitation de TVA Films principalement attribuable à :
 - une activité moindre au niveau des produits destinés au divertissement maison et des sorties en cinéma; et
 - des coûts administratifs moindres en 2011 à la suite d'une restructuration survenue au cours du deuxième trimestre 2010.

Bénéfice d'exploitation de 39 944 000 \$, soit une baisse de 23 333 000 \$ (-36,9 %), expliquée principalement par :

- la baisse des revenus combinés de « SUN TV » et SUN News;
- les pertes d'exploitation associées au lancement des nouveaux services spécialisés « Mlle » et « TVA Sports »; et
- la baisse de 7,5 % du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA.

Partiellement compensée par :

- l'amélioration du bénéfice d'exploitation de 43,6 % de la division TVA Accès; et
- la diminution de 32,3 % de la perte d'exploitation de la division TVA Films.

Analyse de la relation coûts/revenus : les coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télévision (exprimés en pourcentage des revenus) sont en hausse, passant de 83,2 % pour l'exercice 2010 à 89,5 % pour la même période de 2011. Cette hausse découle principalement de la croissance des charges d'exploitation due principalement au lancement des nouveaux services spécialisés « Mlle » et « TVA Sports » en plus de la baisse des revenus liée à l'arrêt des activités de SUN TV.

Édition

Produits d'exploitation de 70 622 000 \$, soit une baisse de 4 382 000 \$ (-5,8 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- la baisse de 12,6 % des revenus en kiosque pour l'ensemble de nos magazines; et
- la baisse de 6,4 % des revenus publicitaires.

Partiellement compensée par :

- la hausse de 54,7 % des revenus provenant des activités de la division TVA Studio.

Statistiques de lectorat et de parts de marché

- L'ensemble des magazines de TVA Publications détient 49 % des parts de marché des lecteurs québécois francophones cumulés par mois selon les données compilées par le PMB (Print Measurement Bureau – automne 2011).
- Nos hebdomadaires rejoignent près de 2,7 millions de lecteurs canadiens cumulés par semaine (Print Measurement Bureau – automne 2011). Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, compte à lui seul 889 000 lecteurs.
- Groupe TVA est le numéro un des ventes en kiosque, détenant plus de 70 % des parts de marché des magazines francophones au Québec et 49 % des unités totales vendues des magazines francophones au Québec (source : Audit Bureau of Circulation au 31 décembre 2011).

Fonds du Canada pour les Périodiques (FCP)

Depuis le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les Périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. Ce programme remplace le Programme d'Aide aux Publications (« PAP ») et le Fonds du Canada pour les Magazines (« FCM ») qui ont pris fin le 31 mars 2010. L'ensemble de l'aide relié à ce nouveau programme est maintenant entièrement enregistré à titre de produits d'exploitation. L'ancien programme PAP représentait une aide liée à la distribution des magazines et était comptabilisée en diminution des charges y afférant (environ 550 000 \$ par trimestre) alors que le programme FCM était enregistré comme produit d'exploitation.

Charges d'exploitation de 60 042 000 \$, soit une baisse de 3 362 000 \$ (5,3 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- une baisse des frais d'imprimerie et pelliculage de 11,6 %, provenant d'économie au niveau des coûts d'imprimerie et des primes kiosques;
- une baisse des frais variables en relations avec les ventes publicitaires de 18,9 % notamment au niveau des commissions et de la dépense de mauvaises créances;
- une baisse des frais de diffusion et de sollicitation de 70,5 %; et
- une baisse des frais de marketing et de campagnes publicitaires de 18,2 %.

Partiellement compensée par :

- la hausse de 45,3 % des charges d'exploitation provenant des activités accrues de la division TVA Studio.

Bénéfice d'exploitation de 10 580 000 \$, soit une diminution de 1 020 000 \$ (-8,8 %), provenant principalement de la baisse des revenus kiosques et publicitaires combinée à l'impact des économies générées au niveau de l'ensemble des charges d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Édition (exprimés en pourcentage des revenus) relativement stable qui sont passés de 84,5 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 à 85,0 % pour la même période de 2011.

COMPARAISON DES QUATRIÈMES TRIMESTRES 2011 ET 2010

Analyse des résultats consolidés de Groupe TVA

Produits d'exploitation de 131 636 000 \$, en baisse de 1 751 000 \$ (-1,3 %).

- Baisse de 1 069 000 \$ (-0,9 %) dans le secteur de la télévision due principalement à la baisse des produits d'exploitation du Réseau TVA de 2,5 %, à la baisse nette de 60,6 % des revenus combinés de « SUN TV » et SUN News suite au lancement du service spécialisé d'information SUN News en avril 2011 ainsi qu'à la baisse de 47,1 % des produits d'exploitation de la division TVA Films laquelle a été partiellement compensée par la hausse des produits d'exploitation des services spécialisés de 27,7 %.
- Baisse de 974 000 \$ (-5,1 %) dans le secteur de l'édition principalement attribuable à la baisse des revenus en kiosque de 15,6 % et des revenus publicitaires de 12,1 % compensée en partie par l'augmentation des revenus de l'édition sur mesure de 186,8 %.

Bénéfice d'exploitation de 20 657 000 \$, en baisse de 8 475 000 \$ (-29,1 %).

- Baisse de 8 730 000 \$ (-32,5 %) dans le secteur de la télévision principalement attribuable à la perte d'exploitation du nouveau service spécialisé « TVA Sports » lancé au cours du troisième trimestre de 2011, à la baisse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA de 7,0 %, ainsi qu'à l'augmentation nette de 48,9 % de la perte d'exploitation combinée de « SUN TV » et SUN News.
- Hausse de 255 000 \$ (11,1 %) dans le secteur de l'édition principalement attribuable aux économies générées sur l'ensemble des charges d'exploitation malgré la baisse de 5,1 % des produits d'exploitation.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 11 468 000 \$ (0,48 \$ par action dilué) au quatrième trimestre 2011, comparativement à 19 305 000 \$ (0,81 \$ par action dilué) à la même période de 2010.

- Cet écart défavorable de 7 837 000 \$ (0,33 \$ par action dilué) s'explique surtout par :
 - la diminution de 8 475 000 \$ du bénéfice d'exploitation;
 - la hausse des charges d'amortissement de 762 000 \$; et
 - la hausse de 240 000 \$ des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres.

Partiellement compensé par :

- la hausse de la perte absorbée par la participation ne donnant pas le contrôle de 1 848 000 \$.
- Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les trimestres terminés le 31 décembre 2011 et 2010.

Charge d'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels de 4 909 000 \$, soit une hausse de 762 000 \$ (18,4 %).

- Cette hausse s'explique essentiellement par les mêmes éléments mentionnés dans la comparaison des exercices 2011 et 2010.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre de 1 032 000 \$ au quatrième trimestre 2011 comparativement à une charge de 792 000 \$ au même trimestre de 2010, soit un écart défavorable de 240 000 \$.

- La Société a enregistré, au cours du quatrième trimestre de 2011, une charge de 327 000 \$ pour frais d'annulation de contrats de transmission relatifs aux activités de « SUN TV » ainsi qu'une charge de frais de rationalisation de 624 000 \$ liée à une réorganisation d'activités dans le secteur télévision. Au cours du quatrième trimestre de 2010, suite au repositionnement de « SUN TV », la Société avait enregistré une charge de dépréciation de ses inventaires de droits de diffusion pour un montant de 538 000 \$ et des frais de rationalisation de ses activités d'exploitation pour un montant de 254 000 \$.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 4 264 000 \$ (taux d'imposition effectif de 32,4 %) au quatrième trimestre 2011 contre 4 324 000 \$ (taux d'imposition effectif de 19,0 %) à la même période de 2010.

- La hausse de ce taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 28,4 % s'explique essentiellement par la part de Corporation Sun Media dans les économies d'impôts découlant des pertes d'exploitation de SUN News ainsi que par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.
- Au cours du quatrième trimestre 2010, à la lumière de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Société a réduit ses passifs d'impôts différés de 3 366 000 \$ (156 000 \$ en 2011). En excluant cette économie fiscale, le taux d'impôts du quatrième trimestre 2010 aurait été de 33,8 % (33,6 % en 2011).

Participation ne donnant pas le contrôle de 2 297 000 \$ au quatrième trimestre 2011 contre 449 000 \$ au même trimestre de 2010.

- La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte avant impôts de la société en nom collectif SUN News.

Part du bénéfice dans la société satellite de 289 000 \$, soit une baisse de 117 000 \$ qui s'explique par des résultats d'exploitation moindres d'une société du domaine de la télévision comparativement à la période correspondante de 2010.

Analyse par secteur d'activités

Télévision

Produits d'exploitation de 114 447 000 \$, soit une diminution de 1 069 000 \$ (-0,9 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- Baisse des produits d'exploitation du Réseau TVA de 2,5 %, principalement au niveau des revenus publicitaires avec une diminution de 1,7 %;
- Baisse nette de 60,6 % des revenus combinés de « SUN TV » et SUN News suite à son lancement en avril 2011; et
- Baisse des produits d'exploitation de la division TVA Films de 47,1 % principalement liée à la diminution du volume d'activités dans le secteur du divertissement maison (DVD/Blu-ray).

Partiellement compensée par :

- Hausse de 40,5 % des revenus publicitaires des services spécialisés provenant essentiellement :
 - du lancement de la nouvelle chaîne « TVA Sports » qui contribue à 43 % de cette croissance; et

- une croissance de 23,1 % des revenus publicitaires de l'ensemble des autres chaînes spécialisées.
- Hausse de 18,3 % des revenus d'abonnement des services spécialisés :
 - « addik^{TV} », « Prise 2 », « YOOPA » et « CASA » affichent respectivement des croissances de 14,0 %, 13,0 %, 30,6 % et 8,7 %; tandis que
 - les nouvelles chaînes « Mlle » et « TVA Sports » s'accaparent 53 % de cette croissance.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 3 octobre au 1^{er} janvier 2012, le Réseau TVA a vu ses parts de marché diminuer de 2,0 parts comparé à la même période de 2010, alors que le Réseau V a connu une hausse de 1,5 part et la SRC une augmentation de 0,1 part. Le Réseau TVA demeure en tête avec ses 24,2 parts de marché soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. De plus, les services spécialisés « addik^{TV} » et « Prise 2 » ont connu une augmentation de leurs parts de marché avec respectivement une augmentation de 0,6 et de 0,2 part. De son côté, « LCN » a enregistré une diminution de 0,3 part avec 3,5 parts comparativement aux 2,8 parts que détient « RDI ».

Les parts de marché combinées des chaînes spécialisées francophones de Groupe TVA ont été de 7,3 parts pour le quatrième trimestre 2011 comparativement à 6,5 parts pour la même période de 2010, soit une croissance de 0,8 part ou 12,3 %. Le Réseau TVA a diffusé 18 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant le quatrième trimestre 2011 dont la deuxième plus regardée, soit *On connaît la chanson* avec près de 1,9 million de téléspectateurs.

Tableau 5
Statistiques d'écoute du marché francophone

Automne 2011 vs Automne 2010				
Parts de marché (%)				
	2011	2010	Var. %	Écart
Chaînes généralistes francophones :				
TVA	24,2	26,2	- 7,6 %	- 2,0
SRC	13,3	13,2	+ 0,8 %	+ 0,1
V	8,5	7,0	+ 21,4 %	+ 1,5
Total	46,0	46,4	- 0,9 %	- 0,4
Spécialisées francophones :				
TVA	7,3	6,5	+12,3 %	+ 0,8
Autres	39,4	39,5	-0,3 %	- 0,1
Total	46,7	46,0	+ 1,5 %	+ 0,7
Total anglophones et autres	7,2	7,7	- 6,5 %	- 0,5
Groupe TVA	31,5	32,7	- 3,7 %	- 1,2

Source : Sondages BBM. Québec franco, 3 octobre au 1er janvier 2012, l-d, 2h-2h, t2+.

Charges d'exploitation de 96 350 000 \$, soit une hausse de 7 661 000 \$ (8,6 %).

- Cette hausse est expliquée principalement par :

- les coûts d'opérations des nouveaux services spécialisés « Mlle » et « TVA Sports » lancé respectivement le 2 mai 2011 et le 12 septembre 2011.

Partiellement compensée par :

- la baisse des charges d'exploitation de TVA Films liée au volume d'activité moindre en 2011.

Bénéfice d'exploitation de 18 097 000 \$, soit une baisse de 8 729 000 \$ (-32,5 %), expliquée principalement par :

- la perte d'exploitation du nouveau service spécialisé « TVA Sports », également en période de gratuité de redevances pour la majeure partie du quatrième trimestre 2011;
- la baisse du bénéfice d'exploitation de Réseau TVA de 7,0 %; et
- la perte d'exploitation du nouveau service spécialisé SUN News compte tenu de la période de gratuité des redevances qui était toujours partiellement en vigueur avec certains distributeurs au cours du quatrième trimestre 2011.

Partiellement compensée par :

- la réduction de la perte d'exploitation de SUN TV.

Analyse de la relation coûts/revenus : les coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télévision (exprimés en pourcentage des revenus) sont en hausse, passant de 76,8 % pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 à 84,2 % pour la même période de 2011. Cette hausse découle de la croissance des charges d'exploitation, due principalement au lancement du nouveau service spécialisé « TVA Sports ».

Édition

Produits d'exploitation de 18 286 000 \$, soit une baisse de 974 000 \$ (-5,1 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- la baisse de 15,6 % des revenus en kiosque principalement au niveau de la catégorie des magazines artistiques; et
- la baisse de 12,1 % des revenus publicitaires répartie sur tous les types de magazines.

Partiellement compensée par :

- la hausse de 186,8 % des revenus d'exploitation de la division TVA Studio attribuable en grande partie aux nouveaux contrats de services prémedia obtenus au cours de l'exercice 2011.

Charges d'exploitation de 15 726 000 \$, soit une diminution de 1 229 000 \$ (7,3 %) qui est expliqué par les éléments suivants :

- une baisse des frais d'imprimerie et pelliculage de 14,8 %, provenant d'économie au niveau des coûts d'imprimerie et des primes incluses avec les magazines;
- une baisse de 32,4 % des frais de diffusion et de sollicitation provenant essentiellement des frais de présents en kiosques; et
- une baisse des frais de publicité et de promotion de 19,5 % notamment au niveau des campagnes publicitaires.

Bénéfice d'exploitation de 2 560 000 \$, soit une hausse de 255 000 \$ (11,1 %), expliquée principalement par :

- les économies générées sur l'ensemble des charges d'exploitation du secteur lesquelles ont été supérieures à la diminution des produits d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : Coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 86,0 % au quatrième trimestre 2011 relativement stable avec 88,0 % à la même période en 2010.

COMPARAISON DES EXERCICES 2010 ET 2009

Les résultats d'exploitation de la Société pour les exercices terminés le 31 décembre 2010 et 2009 sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 6
Résultats consolidés comparatifs 2010 et 2009
(en milliers de dollars)

Exercices terminés les 31 décembre

	2010 ¹		2010 ¹		2009	
	IFRS		PCGR		PCGR	
Produits d'exploitation:						
Télévision	377 283	\$	377 283	\$	368 325	\$
Édition	75 004		75 004		73 974	
Éléments intersectoriels	(4 095)		(4 095)		(3 330)	
	448 192	\$	448 192	\$	438 969	\$
Bénéfice d'exploitation :						
Télévision	63 277	\$	64 435	\$	68 954	\$
Édition	11 600		11 717		11 073	
	74 877	\$	76 152	\$	80 027	\$
Actif total	519 071	\$	514 277	\$	485 523	\$
Passif financier non courant	125 168		128 328		124 114	
Dividendes déclarés	4 754		4 754		4 786	

¹ Les ajustements des données financières de 2010 liés à l'adoption des IFRS au 1^{er} janvier 2011 sont expliqués à la note 30 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

TENDANCES ET RISQUES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS POUR LES EXERCICES SE TERMINANT LES 31 DÉCEMBRE 2009, 2010 ET 2011

Télévision

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de ce secteur d'activités ont connu une croissance de l'ordre 2,9 % sur les trois derniers exercices. Le secteur de la télévision connaît une fragmentation de son auditoire sur l'ensemble des différentes plateformes de diffusion incluant l'internet et la vidéo sur demande. Malgré une baisse de ses parts de marché, les revenus publicitaires du Réseau TVA sont demeurés relativement stables de 2009 à 2011. La croissance des produits d'exploitation de ce secteur est attribuable principalement aux services spécialisés qui s'attribuent 19,1 % des produits d'exploitation de ce secteur en 2011 comparativement à 13,6 % en 2009. Depuis 2009, la Société a lancé quatre (4) nouveaux services spécialisés soit « YOOPA », « Mille », « SUN News » et « TVA Sports » contribuant largement à la croissance des produits d'exploitation de ce secteur d'activités. La croissance de la division TVA Accès qui se spécialise dans la production commerciale vidéo, le doublage de séries télévisuelles et la production de sites internet a également contribué à la croissance observée.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation de ce secteur d'activités a diminué considérablement durant cette période. Notons que l'année 2009 avait été affectée favorablement d'une somme de 9,0 millions de dollars relativement à une entente intervenue entre l'ensemble des radiodiffuseurs du pays et le CRTC relativement aux droits de la partie II. Malgré ce fait, le Réseau TVA a connu une légère diminution de son bénéfice d'exploitation alors que les coûts d'exploitation des nouveaux services spécialisés ont affecté majoritairement la baisse du bénéfice d'exploitation durant cette période.

Édition

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de ce secteur ont également régressés de 4,5 % durant cette période. Ce recul provient essentiellement de la baisse des revenus publicitaires (-5,3 %) et des ventes de magazine en kiosques (-18,4 %). Cette tendance à la baisse des produits d'exploitation a été ressentie sur l'ensemble de l'industrie des magazines au pays. TVA Publications a conservé et même légèrement amélioré ses parts de marchés commerciales et ses parts de marché en kiosques. Ce secteur opérationnel a diversifié ses services en offrant maintenant un éventail complet de services d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimés et de services prémédia. Ces nouveaux services ont connu une croissance de plus de 47 % de leurs revenus durant les trois derniers exercices.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation de ce secteur est demeuré constant en proportion des produits d'exploitation, dégageant toujours une marge bénéficiaire de l'ordre de 15 % des revenus. Plusieurs réductions de charges d'exploitation ont été nécessaires pour contrer la baisse des produits d'exploitation notamment au niveau des frais d'imprimerie et de pelliculage et des frais généraux d'administration.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 7 suivant :

Tableau 7
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre		Trois mois terminés les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	24 858 \$	22 547 \$	2 764 \$	10 530 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(35 846)	(24 245)	(10 384)	(8 306)
Rachat d'actions de classe B	-	-	-	-
Dividendes versés	(2 377)	(4 754)	-	(1 188)
Autres	7 040	5 792	16 989	4 838
Remboursement (Augmentation) de la dette nette	(6 325)\$	(660) \$	9 369 \$	5 874 \$
	31 déc. 2011	31 déc. 2010		
<u>Situation à la fin :</u>				
Dette à long terme	74 635 \$	90 338 \$		
Tranche à court terme de la dette à long terme	17 756	-		
Découvert bancaire	3 980	3 557		
Moins: espèces	(1 756)	(5 605)		
Dette nette	94 615 \$	88 290 \$		

Activités d'exploitation

Exercice 2011

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 24 858 000 \$ pour l'exercice 2011 comparativement à des flux de trésorerie de 22 547 000 \$ au cours de l'exercice précédent, soit une hausse de 2 311 000 \$. Cette hausse est principalement attribuable aux éléments suivants :

- la diminution des acomptes provisionnels relativement à l'impôt sur le revenu de l'année 2011;
- la variation favorable des débiteurs.

Partiellement compensée par :

- les pertes d'exploitation associées aux lancements de SUN News, « Mlle » et « TVA Sports »; et
- la variation défavorable des droits à payer.

Fonds de roulement de Groupe TVA de 66 719 000 \$ au 31 décembre 2011 comparativement à 81 167 000 \$ au 31 décembre 2010, soit une diminution de 14 448 000\$.

- Cette baisse est principalement attribuable aux sommes empruntées au 31 décembre 2011 sur l'emprunt à terme rotatif venant à échéance le 11 décembre 2012 et qui sont présentées dans le passif court terme alors que les sommes empruntées sur celui-ci au 31 décembre 2010 étaient présentées avec la dette long terme.

Activités d'investissement

Exercice 2011

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 35 846 000 \$ pour l'exercice 2011, comparativement à 24 245 000 \$ pour la même période de 2010, soit une hausse de 11 601 000 \$ (47,8 %).

- Cette hausse est principalement attribuable aux investissements techniques requis pour la mise en place des nouveaux services spécialisés SUN News et « TVA Sports », à certains aménagements immobiliers nécessaires pour répondre à la croissance des opérations de production multiplateformes, et aux équipements pour la transition de la diffusion de la majorité des signaux terrestres analogiques au mode numérique.

Activités de financement

Exercice 2011

Versement de dividendes de 2 377 000 \$ pour l'exercice 2011 comparativement à 4 754 000 \$ pour l'exercice 2010, soit une baisse de 2 377 000 \$. Cette baisse s'explique par le fait que depuis le deuxième trimestre de 2011, le Conseil d'administration de Groupe TVA a décidé de suspendre la déclaration du dividende de la Société compte tenu des investissements importants de la Société dans ses projets d'immobilisations et des lancements de plusieurs services spécialisés.

Participation ne donnant pas le contrôle de 10 045 000 \$ pour l'exercice 2011 comparativement à 5 164 000 \$ pour l'exercice 2010 soit une hausse de 4 881 000 \$. Cette augmentation correspond aux contributions de capitaux additionnels effectués par Corporation Sun Media pour rencontrer les besoins en liquidités de la société en nom collectif SUN News pour l'exercice 2011 comparativement à l'exercice 2010.

Dette à long terme en hausse de 1 694 000 \$ au 31 décembre 2011 comparativement au 31 décembre 2010 :

- Cette hausse s'explique par l'augmentation des investissements en immobilisations et actifs incorporels qui a été partiellement compensé par la hausse des fonds générés par l'exploitation ainsi que par la diminution de versement de dividende en 2011.

Situation financière au 31 décembre 2011

Liquidités disponibles nettes de 77 595 000 \$, soit la portion disponible et inutilisée d'un emprunt à terme rotatif de 100 000 000 \$.

La dette à long terme de la Société, excluant les frais de financement reportés, a augmenté de 1 694 000 \$ passant de 91 288 000 \$ au 31 décembre 2010 à 92 982 000 \$ au 31 décembre 2011 (voir rubrique « Activités de financement » ci-dessus).

Au 31 décembre 2011, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 8
Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Groupe TVA
Périodes de 12 mois terminées les 31 décembre
(en milliers de dollars)

2012	17 982 ¹	\$
2013	-	
2014	75 000	
2015	-	
2016 et ultérieurement	-	
Total	92 982	\$

1 Le 24 février 2012, la Société a complété le renouvellement de son emprunt à terme rotatif de 100 000 000 \$ pour un terme de cinq ans à des conditions similaires, ce qui porte son échéance à 2017.

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était environ de 2,5 années au 31 décembre 2011 (3,5 années au 31 décembre 2010). La dette était constituée approximativement de 81 % de dette à taux fixe (82 % au 31 décembre 2010) et de 19 % de dette à taux variable (18 % au 31 décembre 2010).

Au 31 décembre 2011, le ratio d'endettement consolidé, mesuré par le ratio dette : avoir des actionnaires, était de 21 : 79 ou 0,26 comparativement à 0,33 au 31 décembre 2010.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler ses engagements en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, et de paiement de dividendes (ou de distributions de capital) dans le futur.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2011, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 31 décembre 2011

Tableau 9
Bilan consolidé de Groupe TVA
(en milliers de dollars)

	31 déc. 2011	31 déc. 2010	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actifs</u>				
Débiteurs	121 658	\$ 133 161	\$ (11 503)	\$ Impact de la variation courante des activités et de la facturation tardive du mois de novembre en 2010.
Actif à court terme destiné à la vente	8 370	\$ -	\$ 8 370	\$ Au 31 décembre 2011, la quote-part des actifs des chaînes « The Cave » et « MysteryTV » sont présentés sous cette rubrique étant donné l'entente intervenue le 22 décembre 2011 avec Shaw Media Global Inc.
Immobilisations	102 007	\$ 86 208	\$ 15 799	\$ Croissance des acquisitions dans le cadre du plan d'investissement suivi par la Société et mise en place des infrastructures et équipements pour SUN News et « TVA Sports ».
<u>Passifs</u>				
Droits de diffusion et de distribution à payer	15 778	\$ 25 879	\$ (10 101)	\$ Impact de la baisse d'inventaire reliée à la cessation des activités de « SUN TV » et de la diminution de l'investissement dans les inventaires de films.
Tranche à court terme de la dette à long terme	17 756	\$ -	\$ 17 756	\$ Représente les sommes empruntées sur le prêt à terme rotatif venant à échéance en décembre 2012 et qui était classifié avec la dette long terme en 2010.
Dette long terme	74 635	\$ 90 338	\$ (15 703)	\$ Voir « Tranche à court terme de la dette à long terme ».
Autres éléments de passif	39 696	\$ 25 069	\$ 14 627	\$ Augmentation du passif liée aux régimes de retraite de la Société principalement attribuable à la baisse des rendements des caisses de retraite.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2011, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau suivant :

Tableau 10

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 31 décembre 2011

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	17 982	\$ 75 000	\$ -	\$ -	\$ 92 982
Paielement d'intérêts ¹	5 630	8 310	-	-	13 940
Droits de diffusion et de distribution	47 693	20 621	230	-	68 544
Autres engagements	10 939	11 659	6 565	9 606	38 769
Total	82 244	\$ 115 590	\$ 6 795	\$ 9 606	\$ 214 235

¹ L'estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme variable est basée sur les taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2011.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

Au cours de l'exercice 2011, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 64 256 000 \$ (57 049 000 \$ en 2010). Les transactions avec des sociétés apparentées effectuées dans le cours normal des activités de la Société sont enregistrées à la valeur d'échange telle que négociée entre les parties.

Pour l'exercice 2011, la Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 28 344 000 \$ (18 604 000 \$ en 2010).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 4 320 000 \$ pour l'exercice 2011 (4 350 000 \$ en 2010).

SUN News

Au cours de l'exercice 2010, la Société et Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun de la société mère, QMI, ont mis en place une nouvelle société SUN News. La Société détient une participation de 51 % alors que Corporation Sun Media détient 49 %. Les résultats de cette société en nom collectif sont consolidés à 100 % dans les résultats de la Société et la participation de Corporation Sun Media est enregistrée au poste « Participation ne donnant pas le contrôle » à l'état consolidé des résultats. Au cours de l'exercice 2011, une mise de fonds de 20 500 000 \$ (10 539 000 \$ en 2010) a été effectuée par les sociétaires dont 10 045 000 \$ (5 164 000 \$ en 2010) par Corporation Sun Media.

Disposition d'entreprise

Le 22 décembre 2011, la Société a annoncé une entente en vertu de laquelle la Société vendra sa participation de 51 % dans « The Cave » ainsi que sa participation de 50 % dans « Mystery TV » à l'autre sociétaire de ces coentreprises,

Shaw Media Global Inc. La valeur de la transaction est de 17 500 000 \$ en plus d'un ajustement de fond de roulement. La demande de transfert des licences, qui doit être approuvée par le CRTC, a été déposée. Sujette à l'approbation du CRTC, cette transaction pourrait être finalisée au printemps 2012. Cette disposition n'affectera pas de façon significative la performance financière et les flux de trésorerie futurs de la Société, à l'exception de l'encaissement du produit de disposition.

World Color Press Inc. (anciennement Quebecor World Inc.)

En février 2012, les poursuites contre la Société et certaines de ses filiales qui avaient été engagées par World Color Press Inc. à l'égard de contrats d'impression, y compris la résiliation de contrats d'impression, ainsi que les procédures judiciaires engagées par World Color Press Inc. pour obtenir une déclaration d'invalidité des cessions de créances acquises par la Société auprès de filiales de QMI et des compensations qui en ont découlé, ont fait l'objet d'une entente de règlement en vertu de laquelle il n'y aura pas d'incidence défavorable sur les états financiers de la Société.

Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 11 présente les données du capital-actions de la Société au 29 février 2012. De plus, 833 610 options d'achat d'actions classe B et 393 252 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 29 février 2012.

Tableau 11
Nombre d'actions en circulation au 29 février 2012
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	19 450 906	5,07 \$

Le 17 mars 2011, la Société a déposé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités dans le but de racheter pour annulation, entre le 21 mars 2011 et le 20 mars 2012, un maximum d'actions classe B de la Société, représentant approximativement 5 % du nombre d'actions classe B émises et en circulation à la date du dépôt de l'offre. La Société rachète ses actions classe B au cours du marché au moment de l'achat, plus les frais de courtage. Au cours de l'exercice 2011, aucune action classe B n'a été rachetée pour annulation.

Compte tenu des investissements importants de la Société dans ses projets d'immobilisations et des lancements de plusieurs services spécialisés, et considérant que le Conseil d'administration de Groupe TVA a décidé au courant du troisième trimestre de 2011 de suspendre la déclaration de dividende, la Société n'entrevoit pas se prévaloir de l'offre publique de rachat de ses actions dans le cours normal de ses activités au cours des prochains mois.

Risques et incertitudes

La Société exerce ses activités dans le secteur des communications lequel comporte divers facteurs de risques et d'incertitudes. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence importante sur les activités d'exploitation et les résultats financiers de la Société. Ces risques ne sont pas les seuls risques susceptibles de toucher la Société. D'autres risques et incertitudes, que pour l'instant la Société ignore ou juge négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie ou ses activités.

Caractère saisonnier

Les activités de la Société sont influencées par les cycles économiques et peuvent subir les contrecoups de la nature cyclique des marchés dans lesquels la Société est présente, ainsi que les conditions économiques locales, régionales, nationales et mondiales. Les variations saisonnières du commerce de détail influencent les résultats financiers de la Société. De plus, puisque les activités de la Société exigent une forte intensité de main-d'œuvre, sa structure de coûts fixes est prédominante. Durant les périodes de contraction économique, les produits peuvent fléchir alors que la structure de coûts demeure stable, ce qui entraîne une diminution du bénéfice.

Risques d'exploitation

La concurrence qui s'exerce sur les plans de la publicité, de la clientèle, des téléspectateurs, des auditeurs, des lecteurs et de la distribution est féroce. Elle émane des stations et des réseaux de télévision généralistes, des chaînes spécialisées, des radios, des journaux locaux, régionaux et nationaux, des magazines, du publipostage direct et d'autres médias traditionnels de communications et de publicité qui sont actifs dans les marchés de la Société. Le déploiement des nouvelles technologies, telles que les services de vidéo sur demande, Internet, les enregistreurs vidéo personnels, les téléphones intelligents, les tablettes électroniques ainsi que la télévision haute définition et 3D influencent également les activités de la Société. Les marchés dans lesquels œuvre la Société font donc face à la multiplication des fenêtres possibles de diffusion, qu'il s'agisse d'Internet, de la téléphonie sans fil, des services de vidéo sur demande, de la télévision mobile ou de tout autre support que la technologie mettra sur le marché dans l'avenir. L'évolution technologique peut cependant se traduire en opportunités d'affaires pour la Société, lui créant la possibilité d'exploiter ses contenus sur toutes les fenêtres de diffusion possibles. On retrouve parmi les concurrents des sociétés fermées de même que des intervenants appartenant à l'État. En outre, les regroupements se multiplient dans le secteur des médias canadiens créant ainsi des concurrents qui ont des intérêts dans divers secteurs et médias.

Risques reliés à la diversification de ses activités

La Société investit dans le lancement de nouveaux canaux spécialisés dans le secteur Télévision. Les revenus d'abonnement associés aux périodes suivant le lancement d'un nouveau service spécialisé sont toujours plus modestes alors que les frais d'opération initiaux peuvent s'avérer plus substantiels. De plus, bien que la Société croit au potentiel relié à cette stratégie, il existe une possibilité que la rentabilité anticipée puisse prendre plusieurs années avant de se matérialiser ou ne jamais se matérialiser.

Risques reliés aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique

La publicité constitue la principale source de produits d'exploitation de la Société. Ses produits et résultats d'exploitation dépendent de la force relative du contexte économique en vigueur au sein de ses marchés et ce, au niveau local, régional et national. L'état de ses marchés économiques a une incidence sur les recettes publicitaires se rapportant à la télévision et aux magazines. Un ralentissement prolongé de l'économie canadienne ou américaine pourrait avoir un effet défavorable sur les comptes publicitaires clés à l'échelle nationale.

La prolifération des chaînes par câble et par satellite, les progrès de la technologie mobile et sans fil, la migration de l'auditoire télévisuel vers Internet et le contrôle accru - grâce à des enregistreurs vidéo personnels - qu'exercent les téléspectateurs sur la façon dont ils consomment les médias, sur le contenu de ces derniers et sur le moment où ils le font, se sont traduits par une plus grande fragmentation du bassin de téléspectateurs et un environnement de vente de publicité plus difficile.

Risques reliés à la possibilité que notre contenu n'attire pas un vaste public, ce qui pourrait limiter notre capacité de générer des recettes publicitaires

Les produits d'exploitation de la Société découlent en grande partie des recettes publicitaires. Les recettes publicitaires dépendent largement de l'acceptation du public, qui est en grande partie fonction du contenu et de la qualité offerts, et reposant sur des facteurs comme l'opinion des critiques, les promotions, la qualité et l'acceptation d'autres contenus concurrents sur le marché, l'existence d'autres formes de divertissement, la conjoncture économique générale, les goûts du public en général et d'autres facteurs intangibles. En outre, l'augmentation de la programmation ciblée et des services spécialisés au Canada ont causé la fragmentation croissante du public de la télévision généraliste. Ces facteurs continuent à évoluer rapidement et nombre d'entre eux sont indépendants de notre volonté. Par ailleurs, la Société travaille à générer des recettes publicitaires en lançant des services et produits dans un créneau et un marché nouveaux où les dynamiques de marché diffèrent de celles auxquelles elle est confrontée habituellement. Le manque d'acceptation de notre contenu au sein du public ou la baisse ou encore la fragmentation des publics pourraient limiter notre capacité de générer des recettes publicitaires. Si la capacité de nos marques de générer des recettes publicitaires est limitée, nous pourrions devoir développer des sources de financement nouvelles ou parallèles afin d'être en mesure de continuer à proposer une programmation grand public attirante. Rien ne nous permet avec certitude de développer de telles sources de financement, et une telle limitation de notre capacité à générer des produits d'exploitation et d'une incapacité à générer de nouvelles sources de financement, pourraient grandement nuire à nos affaires, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Risques reliés au fait que le contenu de la programmation peut devenir plus cher à acquérir et que les coûts de production peuvent augmenter

Les coûts les plus importants en télédiffusion concernent la programmation et la production. La concurrence accrue en télédiffusion, les développements touchant les producteurs et les distributeurs de contenu de programmation, les changements de préférences des téléspectateurs et d'autres développements pourraient avoir une incidence sur la disponibilité et le coût du contenu ainsi que les coûts de production. Des augmentations ou une volatilité future en matière de coûts de production et de programmation pourraient nuire aux résultats d'exploitation de la Société. Les progrès de la câblodistribution, des transmissions par satellite et des autres formes de distribution pourraient également avoir un effet sur la disponibilité et le coût de la programmation et de la production, et intensifier la concurrence pour l'obtention des dépenses publicitaires.

Risques reliés à la réglementation gouvernementale

La Société est assujettie à un nombre important de lois et règlements émanant des autorités gouvernementales notamment par le biais de la *Loi concernant la radiodiffusion* et de la *Loi sur les télécommunications*, qui sont toutes deux administrées par le CRTC. Tout changement dans les lois, les règlements ou les politiques régissant la radiodiffusion, de même que la mise en application de nouvelles lois, de nouveaux règlements ou conditions d'utilisation d'un permis pourraient avoir une incidence considérable sur les activités de la Société, sa situation financière et les résultats de son exploitation. De plus, le CRTC est l'autorité gouvernementale responsable de l'émission et du renouvellement des licences de télédiffusion et de la réglementation du système canadien de radiodiffusion. La Société est ainsi tributaire des décisions du CRTC à ces niveaux et toute décision de cet organisme allant à l'encontre des positions et intérêts de la Société pourrait avoir un impact négatif sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

En 2011, le gouvernement a adopté le projet de loi no 88 amendant la Loi sur la qualité de l'environnement et le Règlement sur le régime de compensation. Cette nouvelle réglementation vise à modifier le partage avec les entreprises des coûts liés à la récupération des matières résiduelles assumées par les municipalités au Québec. Bien que le projet de loi ait été adopté par le gouvernement en 2011, les nouvelles grilles de tarification aux entreprises sont toujours en discussion et leurs adoptions ne sont prévues qu'au cours de l'année 2012. À la lumière de ces faits, il est possible que les coûts d'exploitation du secteur de l'Édition de la Société puissent être affectés défavorablement.

Risques reliés à l'aide gouvernementale

La Société bénéficie de certains programmes d'aide gouvernementale pour soutenir la production et la distribution de produits télévisuels et de films ainsi que l'édition de magazines au Canada. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux dans le futur pourrait avoir des incidences importantes sur les résultats d'exploitation de la Société.

Risques reliés aux distributeurs et revenus d'abonnement

Pour la distribution de ses chaînes spécialisées, la Société dépend d'entreprises de distribution de radiodiffusion (« EDR ») (y compris les services de câblodistribution, de satellites de radiodiffusion directe et les systèmes de distribution multivoie multipoint). Les produits d'exploitation pourraient être touchés de façon négative si les contrats d'affiliation avec les EDR n'étaient pas renouvelés selon des modalités et conditions semblables à celles en vigueur en ce moment. Les contrats d'affiliation avec les EDR ont des durées qui s'étendent sur plusieurs années et viennent à échéance à divers moments. L'intégration verticale de certaines EDR au cours des dernières années peut également avoir un effet défavorable sur les modalités et conditions des contrats d'affiliation. La Société est confiante de pouvoir renouveler ses contrats selon des modalités et conditions satisfaisantes pour les parties.

Pour nos chaînes spécialisées, les revenus provenant des droits d'abonnement dépendent du nombre d'abonnés et du taux facturé aux EDR pour la distribution de ces services. La croissance du nombre d'abonnés et, par le fait même, des droits d'abonnement est tributaire, dans une certaine mesure, de la volonté des EDR de commercialiser les chaînes spécialisées de façon appropriée. De plus, les signaux de télédiffusion des chaînes spécialisées de la Société peuvent parfois faire l'objet de vol, entraînant ainsi un risque de perte de revenu d'abonnement.

Risques reliés à l'incidence sur les affaires de l'entreprise de la perte de dirigeants clés et d'autres membres du personnel, ou à l'incapacité d'attirer, de fidéliser et de motiver ces dirigeants et les autres membres du personnel

La Société dépend de son équipe de direction et des autres membres clés de son personnel pour mener ses affaires à bien. La perte de ces personnes pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la Société. En raison de la nature spécialisée de ses activités, la Société croit que son succès dépendra également, en grande partie, de sa capacité de continuer à attirer, à fidéliser et à motiver un personnel qualifié pour occuper les postes de direction, de programmation, de services techniques et de marketing. La concurrence en matière de personnel qualifié est intense, et il n'y a aucune garantie que la Société réussira à attirer, à fidéliser et à motiver de telles personnes dans l'avenir.

Risques reliés aux différends et aux autres réclamations

Dans le cadre normal de ses activités d'affaires, la Société est partie à diverses procédures judiciaires et autres réclamations. Les dirigeants de la Société sont d'avis que le dénouement des réclamations à régler et des autres litiges en cours ne devrait pas avoir un effet défavorable important sur ses résultats, ses liquidités ou sa situation financière. Toutefois, un dénouement négatif pourrait avoir un tel effet défavorable important. De plus, le coût pour se défendre dans le cadre de poursuites et les impacts financiers résultant de l'implication de la direction dans la gestion de celles-ci pourraient être importants.

Risques reliés au financement

La Société est entièrement financée pour ses activités actuelles et a accès à des facilités de crédit totalisant 175 000 000 \$. Toutefois, des facteurs de risques tels que des turbulences sur les marchés des capitaux pourraient réduire le montant de capital disponible ou accroître le coût de ce capital dans les années à venir. Il ne peut y avoir aucune garantie que des fonds additionnels puissent être mis à la disposition de la Société, ou s'ils peuvent l'être, qu'ils lui soient fournis dans des délais et selon des conditions acceptables pour la Société. Le fait de ne pas obtenir ce financement additionnel, en temps voulu et si nécessaire, pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société pourrait financer ses futurs besoins en capitaux au moyen de fonds auto-générés ainsi que par une émission publique d'actions. Enfin, il n'existe aucune garantie que les conditions de marché existantes au moment du refinancement des présentes facilités seront favorables ou disponibles selon des modalités comparables à celles dont la Société dispose présentement.

Risques reliés à la conjoncture économique

Les produits et résultats d'exploitation de la Société sont et demeureront influencés par la conjoncture économique générale. Lors d'un ralentissement économique ou d'une récession, les acheteurs de publicités ont historiquement réduit leur budget publicitaire. Par conséquent, il n'est pas possible de garantir que les résultats d'exploitation, les perspectives et la situation financière de la Société seront à l'abri de tout effet négatif.

Risques reliés aux relations de travail

Au 31 décembre 2011, approximativement 57 % des employés de la Société étaient syndiqués. Les relations de travail avec nos employés sont régies par treize conventions collectives. Au 31 décembre 2011, huit conventions étaient échues et ces dernières couvrent approximativement 23 % des employés syndiqués réguliers de la Société.

Par le passé, la Société a fait face à des conflits de travail qui ont perturbé ses activités, freiné sa croissance et amoindri ses résultats d'exploitation. La Société ne peut pas non plus prédire l'issue de toute négociation actuelle ou future se rapportant aux conflits de travail, à la représentation syndicale ou au renouvellement des conventions collectives, ni ne peut assurer avec certitude que des arrêts de travail, des grèves, des dommages matériels ou d'autres formes de moyen de pression ne se produiront pas d'ici le dénouement de toute négociation actuelle ou future. Toute grève des employés syndiqués de Groupe TVA ou toute forme d'arrêt de travail pourrait perturber considérablement les activités de la Société, occasionner des dommages à des biens ou interrompre ses services, ce qui pourrait avoir un impact néfaste sur ses activités, ses biens, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Même si elle ne subit pas de grève ou d'autres moyen de pression, l'issue de toute négociation pourrait avoir des conséquences négatives sur ses activités d'exploitation, notamment si les négociations ou contrats en cours ou éventuels devaient restreindre encore davantage la faculté de Groupe TVA de maximiser l'efficacité de ses activités. De plus, la faculté de Groupe TVA de procéder à des ajustements à court terme afin de contrôler les coûts au titre de la rémunération et des avantages sociaux est limitée par les dispositions des conventions collectives auxquelles elle est partie.

Risque relié aux obligations au titre des régimes de retraite

La conjoncture économique pourrait également avoir un effet négatif sur le financement des régimes de retraite à prestations déterminées de Groupe TVA et sur les charges qui y sont liées. Rien ne peut garantir que les charges et les cotisations requises pour la capitalisation de ces régimes de retraite n'augmenteront pas dans le futur et, par conséquent, n'auront pas une incidence négative sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Des risques liés à la capitalisation des régimes à prestations déterminées peuvent survenir si les obligations totales au titre des régimes de retraite sont supérieures à la valeur totale de leurs fonds de fiducie respectifs. Des écarts non capitalisés peuvent survenir en raison de rendements de placements plus faibles que prévu, de changements du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite, et de pertes actuarielles. Ce risque est atténué par le fait que Groupe TVA et ses comités de retraite ont mis en place des politiques et des procédures lui permettant de faire un suivi du risque d'investissement et de sa situation de capitalisation. Il est également atténué par le fait que certains régimes de retraite à prestations déterminées de la Société ne sont plus offerts aux nouveaux employés.

Risques liés à une hausse des frais de papier, d'impression et de poste

Une part importante des charges d'exploitation du secteur de l'édition est constituée de frais de papier, d'impression et de poste. Ce secteur dépend de fournisseurs externes pour la totalité de ses approvisionnements en papier et n'a aucun pouvoir sur les prix du papier qui peuvent varier de façon considérable. Le secteur de l'édition a recours à des tiers pour la totalité de ses services d'impression et ces coûts d'impression ont représenté environ 26 % des charges d'exploitation en 2011. En outre, la distribution de ses publications à ses abonnés est confiée à la Société canadienne des postes. Toute interruption des services de distribution pourrait nuire aux résultats d'exploitation du secteur de l'édition et à sa situation financière, de même qu'une forte hausse des frais de papier ou de poste pourrait influencer défavorablement sur les activités et les résultats d'exploitation de ce secteur.

Risques liés aux licences de radiodiffusion et écarts d'acquisition

Comme indiqué à la rubrique « Estimations comptables clés », les licences de radiodiffusion et les écarts d'acquisition de la Société ne sont pas amortis, mais leur valeur fait l'objet de tests de dépréciation annuels, ou plus fréquemment s'il survient des événements ou des changements circonstanciels qui indiquent qu'une perte de valeur est plus probable qu'improbable. La juste valeur des licences de radiodiffusion et des écarts d'acquisition est et continuera d'être influencée par des hypothèses reposant sur la situation économique générale, lesquelles sont utilisées pour appuyer les calculs de flux de trésorerie futurs actualisés effectués par la Société afin d'évaluer la juste valeur de ses licences de radiodiffusion et des écarts d'acquisition. En période de ralentissement économique, il ne peut y avoir de garantie que la valeur des licences de radiodiffusion et des écarts d'acquisition ne subira pas des effets négatifs par suite de modification de ces hypothèses. La Société surveille constamment la valeur de ses licences de radiodiffusion et des écarts d'acquisition et toute variation de leur juste valeur serait constatée à titre de charge de dépréciation hors caisse aux états consolidés des résultats.

Risques financiers

Les politiques de gestion des risques financiers de la Société sont établies afin d'identifier et d'analyser les risques auxquels elle est confrontée, de fixer des contrôles et des limites de risques appropriés, et de superviser les risques et le respect des limites. Les politiques de gestion des risques sont revues régulièrement afin de refléter les changements de conditions du marché et des activités de la Société.

De par son utilisation d'instruments financiers, la Société et ses filiales sont exposées au risque de crédit, au risque de liquidité ainsi qu'au risque de marché relié aux fluctuations de taux de change et de taux d'intérêt. Afin de gérer le risque relié aux fluctuations des taux d'intérêt, la Société peut occasionnellement utiliser des ententes de swap de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2011, la Société ne détenait aucune entente de swap de taux d'intérêt.

Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des débiteurs de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme prêts et créances) ainsi que des créditeurs et charges à payer de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme autres passifs financiers) se rapproche de leur juste valeur, étant donné que ces éléments seront réalisés ou réglés à moins d'un an ou sont dus sur demande. La juste valeur des autres placements n'a pas pu être déterminée, car il n'existe pas de prix coté sur un marché organisé pour ces types de placement. La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme aux 31 décembre 2011 et 2010 sont les suivantes :

Tableau 12
Juste valeur de la dette à long terme
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2011		31 décembre 2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Acceptations bancaires	17 982 \$	18 200 \$	15 986 \$	15 986 \$
Avance sur le crédit rotatif	-	-	302	302
Prêt à terme	75 000	80 400	75 000	76 100

La juste valeur des passifs financiers est fondée sur le calcul des flux de trésorerie actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments financiers ayant la même échéance.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société encoure une perte financière si un client ou une tierce partie relié à un actif financier n'arrive pas à rencontrer ses engagements contractuels.

Dans le cours normal de ses activités, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. Au 31 décembre 2011, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante du chiffre consolidé des comptes clients de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses pour répondre au risque de crédit propre à ses clients. Le solde des comptes clients de la Société est réparti entre de nombreux clients, principalement des agences de publicité. La Société ne croit donc pas qu'elle soit exposée à un niveau de risque de crédit inhabituel ou important. Au 31 décembre 2011, 4,4 % des comptes à recevoir étaient impayés depuis plus de 120 jours après la date de facturation (4,60 % au 31 décembre 2010). De plus, au 31 décembre 2011, la provision pour pertes sur créances représente un montant de 1 186 000 \$ (3 035 000 \$ au 31 décembre 2010).

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses pour les exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010 :

Tableau 13
Variation de la provision pour créances douteuses
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Solde au début de l'exercice	3 035 \$	2 749 \$
Variation comptabilisée à l'état des résultats	(521)	885
Utilisation	(1 328)	(599)
Solde à la fin de l'exercice	1 186 \$	3035 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de rencontrer leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou de les rencontrer mais à un coût excessif. La Société et ses filiales s'assurent qu'elles ont suffisamment de flux de trésorerie provenant des opérations courantes ainsi que de disponibilités de sources de financement pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis pour les investissements à long terme, le fonds de roulement, les paiements d'intérêts et les remboursements de dettes, les contributions aux fonds de pension, les dividendes et les rachats d'actions, le cas échéant.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des changements surviennent dans les prix du marché sur les taux de change étranger et les taux d'intérêt qui pourraient affecter les produits d'exploitation de la Société ou la valeur de ses instruments financiers. L'objectif d'une gestion de risque de marché est de minimiser et de contrôler les expositions à l'intérieur de paramètres acceptables.

Risque de change étranger

La Société est exposée à un risque de change étranger limité sur les revenus et les dépenses compte tenu du faible volume de transactions effectuées dans les devises étrangères soit autres que la devise canadienne. La devise étrangère la plus transigée est le dollar américain et celle-ci est utilisée principalement pour certains achats de droits de distribution, de dépenses en immobilisations et dans la perception de revenus avec certains clients. Compte tenu du faible volume de transactions en devises étrangères, la Société ne voit pas la nécessité d'utiliser de couverture de change. En conséquence, la sensibilité de la Société à la variation de taux de change étranger est limitée. Une augmentation ou une diminution de 1,0 % dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain aurait un impact sur le bénéfice net de moins de 110 000 \$ sur une base annuelle.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt lié à sa dette à long terme. La Société possède une partie importante de sa dette à long terme à taux fixe, ce qui limite de façon importante le risque lié à la variation des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2011, la dette à long terme de la Société comprenait une portion de 81 % de dette à taux fixe (82 % au 31 décembre 2010) et une portion de 19 % de dette à taux variable (18 % au 31 décembre 2010).

Une augmentation (diminution) de 100 points de base dans le taux des acceptations bancaires canadien à la fin du présent exercice utilisant le niveau de dette à long terme à taux variable au 31 décembre 2011 refléterait une augmentation (diminution) annuelle de 180 000 \$ des charges financières.

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société dans sa gestion de capital sont de préserver la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation afin de continuer à fournir un rendement à ses actionnaires et de maintenir une base optimale de sa structure de capital dans le but de supporter les besoins de capitaux dans les différents secteurs d'activités, incluant les opportunités de croissance et le maintien de la confiance des investisseurs ainsi que des créanciers.

La Société gère sa structure de capital selon les caractéristiques des risques reliés aux actifs sous-jacents de ses secteurs et selon les exigences requises s'il y a lieu. La Société a l'habileté de gérer sa structure de capital en obtenant de nouvelles dettes ou en remboursant sa dette actuelle avec les entrées d'argent générées à l'interne, en contrôlant les montants distribués aux actionnaires soit sous forme de dividendes ou de rachat d'actions, en émettant du nouveau capital-actions sur le marché et en apportant des ajustements à son programme de dépenses en immobilisations. La stratégie de la Société est demeurée inchangée comparativement à celle de l'année précédente.

La structure de capital de la Société est composée d'un avoir des actionnaires, d'un découvert bancaire, d'une dette à long terme et de la participation minoritaire, moins les espèces. La structure de capital se présente comme suit :

Tableau 14
Structure de capital de Groupe TVA inc.
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Découvert bancaire	3 980 \$	3 557 \$
Dette à long terme	92 982	91 288
Espèces	(1 756)	(5 605)
Dettes nettes	95 206	89 240
Capitaux propres	281 029	273 942 \$

À l'exception des exigences de ratios financiers requises dans ses conventions de crédit, la Société n'est sujette à aucune autre exigence externe sur le capital. Au 31 décembre 2011, la Société respecte toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la Société est impliquée dans diverses poursuites, litiges et réclamations. De l'avis de la direction, la résolution de ces poursuites, litiges et réclamations n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou les flux de trésorerie de la Société.

Développements récents en comptabilité au Canada

Tel qu'indiqué précédemment, la Société a adopté les IFRS le 1^{er} janvier 2011 et ainsi, les données financières de 2010 ont été redressées. La Société est tenue d'appliquer les conventions comptables IFRS rétrospectivement pour déterminer le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2010. Cependant, ces normes fournissent un certain nombre d'exceptions obligatoires et d'exemptions optionnelles à ce principe général d'application rétrospective. Pour plus de détails sur les choix de la Société au niveau des exemptions ainsi que des ajustements découlant de la transition aux IFRS, se référer à la note 30 des états financiers consolidés de l'exercice se terminant le 31 décembre 2011.

L'adoption des IFRS n'a nécessité aucun changement majeur aux systèmes informatiques, aux systèmes de divulgation, ainsi qu'aux contrôles internes présentement en place et utilisés par la Société. La direction a également déterminé que les nouvelles conventions comptables adoptées n'avaient pas d'implications contractuelles et opérationnelles sur les ententes financières et autres obligations similaires. Selon les circonstances actuelles, la Société n'a pas défini d'éléments contentieux découlant de l'adoption des IFRS.

Modifications des pratiques et estimations comptables déterminantes

La Société a adopté le cadre conceptuel des IFRS pour ses conventions comptables au 1^{er} janvier 2011. Ainsi, les paragraphes suivants fournissent une analyse des pratiques comptables considérées déterminantes et pour lesquelles les modifications requises à l'adoption des IFRS ont été jugées importantes.

La présente section doit être lue en parallèle avec le rapport de gestion annuel de 2010 qui présente d'autres pratiques comptables considérées déterminantes mais pour lesquelles l'adoption des IFRS n'a pas eu d'incidence significative.

Dépréciation d'actifs

Aux fins de l'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie (« UGT »), qui représentent les plus bas niveaux de groupement d'actifs qui génèrent des entrées de trésorerie identifiables séparément. À chaque date de bilan, la Société revoit si des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable de ses actifs à long terme ayant des durées d'utilité déterminées pourrait être inférieure à leur valeur recouvrable. De plus, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée et les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation sont soumis à un test de dépréciation le 1^{er} avril de chaque exercice financier et lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT à laquelle l'actif a été regroupé. La juste valeur diminuée des coûts de la vente représente le montant, déduction faite des coûts de disposition, qu'une entité pourrait obtenir à la date d'évaluation pour la sortie de l'actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. La valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus d'un actif ou d'une UGT.

La Société utilise la méthode des flux de trésorerie actualisés pour estimer la valeur d'utilité selon les flux de trésorerie futurs provenant de ses plus récents budgets et de son plan stratégique triennal approuvés par la direction de la Société et présentés au conseil d'administration. Ces prévisions ont été établies en considérant le rendement opérationnel passé et la part de marché de chaque UGT, les tendances économiques et spécifiques de l'industrie et du marché ainsi que les stratégies corporatives. Une fourchette de taux de croissance est utilisée pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de trois ans. Le taux d'actualisation utilisé par la Société est un taux avant impôts dérivés du coût moyen pondéré du capital pertinent à chaque UGT, qui reflète l'évaluation du marché actuel de i) la valeur temporelle de

l'argent et ii) du risque spécifique lié aux actifs pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées dans le risque. Le taux de croissance perpétuelle a été déterminé en analysant les marchés spécifiques dans lesquels les UGT participent.

Une charge de dépréciation est comptabilisée pour l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT par rapport à sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un écart d'acquisition a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, l'écart d'acquisition affecté est déprécié en premier. Tout excédent de perte de valeur est comptabilisé et attribué aux actifs dans l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT.

Une charge de dépréciation comptabilisée au cours de périodes antérieures pour des actifs à long terme ayant des durées d'utilité déterminées et des actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée, autres que l'écart d'acquisition, peut être renversée dans l'état consolidé des résultats jusqu'à concurrence de l'excédent de la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT sur sa valeur comptable.

Pour déterminer la valeur diminuée des coûts de la vente, l'appréciation des informations disponibles à la date de l'évaluation se base sur le jugement de la direction et peut impliquer l'utilisation d'estimations et d'hypothèses. En outre, la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs requiert l'utilisation d'estimations telles que la valeur et le calendrier d'une série de flux de trésorerie futurs, l'estimation des variations anticipées dans les montants et les échelonnements de ces flux de trésorerie, la valeur de l'argent dans le temps représentée par le taux d'intérêt hors risque, ainsi que le prix rattaché à la prise en charge de l'incertitude inhérente à l'actif ou l'UGT.

Par conséquent, l'utilisation du jugement pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT peut influencer sur la perte de valeur de l'actif ou de l'UGT qui doit être comptabilisée, ainsi que le renversement potentiel de la charge de dépréciation dans le futur.

Sur la base des données et des hypothèses utilisées lors des plus récents tests de dépréciation, la Société est d'avis qu'il n'y a actuellement dans ses livres aucun actif à long terme ayant une durée d'utilité déterminée, d'écart d'acquisition et d'actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée qui pourrait nécessiter un montant élevé de dépréciation de valeur dans un futur rapproché.

Les charges de dépréciation comptabilisées antérieurement selon les PCGR n'ont pas été touchées par l'adoption des IFRS.

Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite

La Société offre aux employés des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies.

Les obligations de la Société en matière de prestations définies de retraite et avantages complémentaires à la retraite sont évaluées à une valeur actuelle sur la base de plusieurs hypothèses économiques et démographiques, établies avec la collaboration d'actuaire. Les hypothèses clés comprennent le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu des actifs du régime, l'évolution future des niveaux de salaire, l'âge de départ à la retraite des employés, la croissance du coût des soins de santé et d'autres facteurs actuariels. L'actif des régimes est calculé à la juste valeur et se compose de titres de participation ainsi que de titres à revenu fixe de sociétés et de gouvernements.

Les écarts actuariels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels résultent de l'écart entre le rendement réel des actifs du régime au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, d'ajustements sur les passifs liés à l'expérience ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées.

Dans certains cas, la comptabilisation de l'actif net au titre des régimes à prestations définies est limitée à la valeur recouvrable, qui est fondée principalement sur la mesure par laquelle la Société peut réduire unilatéralement les contributions futures au régime. De plus, un ajustement à l'actif net ou l'obligation nette au titre des prestations constituées peut être comptabilisé pour refléter un passif minimal de financement dans certains régimes de retraite de la Société. Les changements dans le plafonnement de l'actif net au titre des régimes à prestations définies ou dans l'ajustement du financement minimal sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. L'évaluation de la valeur recouvrable dans le futur, pour fin de calcul du plafonnement de l'actif est fondée sur plusieurs hypothèses, y compris les coûts des services futurs et les réductions dans les contributions futures.

La Société considère que les hypothèses utilisées sont raisonnables selon l'information présentement disponible. Cependant, des variations à ces hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur les coûts et obligations des régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite au cours des prochains exercices.

Régimes de rémunération à base d'actions

Les attributions à base d'actions à des employés qui prévoient le règlement en espèces ou autres actifs, au gré de l'employé, sont classées en tant que passif et le coût de rémunération est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration. Les variations de la juste valeur des options d'achat d'actions entre la date d'attribution et la date d'évaluation entraînent un changement du passif et du coût de rémunération.

L'exercice du jugement et les hypothèses utilisées dans l'évaluation de la juste valeur du passif lié aux attributions à base d'actions peuvent avoir une incidence sur la charge de rémunération enregistrée aux résultats.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque a) la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et quand b) le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les frais de rationalisation, qui comprennent principalement des indemnités de départ, sont comptabilisés lorsqu'un plan détaillé de rationalisation existe et qu'une attente valable a été créée chez les personnes concernées à l'effet que le plan sera mis en place tel que prévu.

Les provisions sont révisées à chaque date de bilan et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé des résultats dans la période où elles sont apportées.

Le montant comptabilisé comme une provision représente la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date du bilan ou pour la transférer à un tiers à cette même date. Le montant de la provision est ajusté lorsque l'effet de la valeur de l'argent dans le temps est significatif.

Aucun montant n'est enregistré pour les obligations dont le dénouement est possible mais improbable, ou pour celles dont le montant ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et fiable.

Développements futurs en comptabilité au Canada

Les nouvelles normes suivantes n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société et les impacts sur les états financiers consolidés lors de leur adoption n'ont pas encore été déterminés :

Nouvelles normes	Changements prévus aux normes actuelles
<i>IFRS 9 – Instruments financiers</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2015 avec adoption anticipée permise)	L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et la classification des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39, <i>Instruments financiers : comptabilisation et évaluation</i> . De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, sa classification et son évaluation.
<i>IFRS 10 – États financiers consolidés</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise)	L'IFRS 10 a remplacé le SIC 12, <i>Consolidation–Entités ad hoc</i> et une partie de l'IAS 27, <i>États financiers consolidés et individuels</i> . Cette norme fournit des directives supplémentaires concernant le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.
<i>IFRS 11 – Accords conjoints</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise)	L'IFRS 11 a remplacé l'IAS 31, <i>Participations dans des coentreprises</i> . Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations contractuels, et non sur la forme juridique de l'accord. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.
<i>IFRS 12– Informations à fournir sur les participations dans les autres entités</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise)	L'IFRS 12 est une nouvelle norme intégrée quant aux informations à fournir relatives à toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.
<i>IAS 19 – Avantages du personnel (y compris les régimes de retraite) (Révisée)</i> (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2013 avec application rétrospective)	Les changements à l'IAS 19 impliquent, entre autres, la comptabilisation de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations constituées et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état des résultats. L'IAS 19 permet de comptabiliser les montants enregistrés dans les autres éléments du résultat global immédiatement dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. L'IAS 19 introduit également une approche de coût net financier qui remplace le rendement prévu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre de prestations définies par une composante unique de coût net d'intérêt calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre de prestation définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés devront être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne pourront plus être répartis sur des périodes de service futures.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Conformément au Règlement 52-109 sur *l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de la Société a été effectuée. En se fondant sur cette évaluation, le Président et Chef de la direction et le Vice-président et Chef de la direction financière ont conclu que les CPCI et le CIIF étaient efficaces à la fin de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2011. Par conséquent, la conception des CPCI fournit une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur est communiquée par d'autres personnes au

sein de ces entités, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée, et présentée dans les délais prescrits par cette législation. De plus, la conception du CIIF fournit une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Enfin, aucune modification concernant le CIIF qui aurait eu ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir sur ce dernier une incidence importante n'a été identifiée par la direction au cours de la période comptable commençant le 1^{er} octobre 2011 et se terminant le 31 décembre 2011.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupepva.ca>.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 29 février 2012 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 29 février 2012

Groupe TVA Inc.
Sélection de données financières

Tableau 15

Exercices terminés les 31 décembre 2011, 2010 et 2009

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2011	2010	2009 ¹
Exploitation			
Produits d'exploitation	445 495 \$	448 192 \$	438 969 \$
Bénéfice d'exploitation	50 524 \$	74 877 \$	80 027 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	25 603 \$	37 242 \$	49 123 \$
Données par action de base			
Résultat par action de base	1,08 \$	1,57 \$	2,05 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 917
Données par action diluées			
Résultat par action dilué	1,08 \$	1,57 \$	2,05 \$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 917

¹ Pour l'année 2009, les résultats ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada.

- La majeure partie des produits d'exploitation de la Société est des revenus publicitaires ou des services reliés à la publicité.
- Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation alors que dans le secteur de l'édition, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque.

Groupe TVA inc.
Sélection de données financières trimestrielles

Tableau 16
(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

2011				
	31 décembre	30 sept.	30 juin	31 mars
Exploitation				
Produits d'exploitation	131 636 \$	89 214 \$	117 548 \$	107 097 \$
Bénéfice d'exploitation	20 657 \$	2 943 \$	22 364 \$	4 560 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	11 468 \$	8 \$	13 795 \$	332 \$
Données par action de base				
Résultat par action de base	0,48 \$	- \$	0,58 \$	0,01 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771
Données par action diluées				
Résultat par action dilué	0,48 \$	- \$	0,58 \$	0,01 \$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771
2010				
	31 décembre	30 sept.	30 juin	31 mars
Exploitation				
Produits d'exploitation	133 387 \$	94 277 \$	110 894 \$	109 634 \$
Bénéfice d'exploitation	29 132 \$	13 169 \$	26 831 \$	5 745 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	19 305 \$	5 530 \$	11 666 \$	741 \$
Données par action de base				
Résultat par action de base	0,81 \$	0,23 \$	0,49 \$	0,03 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771
Données par action diluées				
Résultat par action dilué	0,81 \$	0,23 \$	0,49 \$	0,03 \$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771

- La majeure partie des produits d'exploitation de la Société est constituée de revenus publicitaires et de services reliés à la publicité. Ces revenus suivent habituellement des cycles saisonniers qui sont en relation avec la nature cyclique et économique de l'industrie et des marchés dans lesquels les annonceurs font affaires. Les deuxième et quatrième trimestres de la Société sont les trimestres les plus favorables à ces revenus publicitaires, principalement en télévision. De plus, le quatrième trimestre de l'exercice 2011 a compté quatorze semaines tandis qu'il en comptait treize pour la même période de 2010.
- Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation, alors que dans le secteur de l'édition, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque.